



études

NUMERO 05

QUAND L'ÉCOLE EST FINIE EN PACA...

> PREMIERS PAS DANS LA VIE ACTIVE DE LA GÉNÉRATION 98

AVRIL 2004



À l'automne 2000, le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (Céreq) proposait à l'ensemble des Régions, une extension de son enquête nationale, dite "Génération 98", devant permettre une analyse régionalisée du devenir de cette génération, trois ans après sa sortie du système éducatif.

La Région Provence – Alpes – Côte d'Azur a été l'une des premières à répondre favorablement. Une convention de coopération avec le Céreq a été adoptée par l'Assemblée régionale. La DRTEFP et l'Université de Nice Sophia-Antipolis s'y sont associées, et la coordination des travaux d'exploitation de l'enquête régionale a été confiée à l'Observatoire régional des métiers.

Directeur de publication

Philippe Guy

Chef de projet

Cécile Reveille - DonGradi

Réalisation

L'équipe de l'ORM

Conception graphique

Magellan

PAO

Magellan

Comité technique

Jean François (DRTEFP)

Alain Frickey (SOLIIS-URMIS)

Annie Lamanthe (Lest)

Michèle Mansuy (Insee)

Daniel Martinelli (Insee)

Véronique Merle (Conseil régional)

Isabelle Recotillet (Lest)

La publication *Quand l'école est finie en Paca...* résulte de cet investissement financier, méthodologique et technique très important ; elle constitue la deuxième étude régionale de ce type, après celle de Rhône-Alpes.

Les jeunes sortant aujourd'hui de l'école pour aller travailler, ont à assumer une stabilisation dans l'emploi plus tardive que leurs prédécesseurs. Cela tient à la fois à l'allongement généralisé de la durée des études et à l'évolution des modes de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises. Pour aller au-delà de ce constat, il est important de disposer d'enquêtes d'insertion qui fournissent non seulement l'instantané des situations des individus dès qu'ils ont quitté le système éducatif, mais aussi le film de leurs premiers pas dans la vie active.

La présente étude poursuit précisément cet objectif. Elle restitue le détail des événements vécus par les jeunes d'une génération durant les trois premières années de leur cheminement vers l'insertion professionnelle.

5 800 jeunes de la région ont pu être interrogés. Il leur a été demandé de décrire les trois années qui ont suivi leur sortie de l'école ou de l'université. Ce matériau très riche a exigé un travail patient. Aujourd'hui, l'on dispose d'une étude sans précédent et l'on conviendra que ses résultats apportent des éléments d'objectivation, là où l'emportait plutôt l'intuition.

Pour la première fois en région, les étapes successives de l'insertion sur le moyen terme sont décrites, apportant des éléments précieux sur la relation entre formation et entrée dans la vie active.

Patrick MENNUCCI

*Vice-président délégué à
l'éducation et à la formation
Région Provence - Alpes -
Côte d'Azur*

Philippe GUY

Président de l'ORM

Albert MAROUANI

*Président
de l'Université de
Nice Sophia-Antipolis*

Yves CHAMBARLHAC

*Directeur régional
du Travail, de l'Emploi
et de la Formation
Professionnelle*

QUAND L'ÉCOLE EST FINIE EN PACA...

> PREMIERS PAS DANS LA VIE ACTIVE DE LA GÉNÉRATION 98

INTRODUCTION	7
L'ESSENTIEL	8
I. LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL	12
1 - UN ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE SOUTENU	12
2 - UNE ÉCONOMIE TERTIAIRE DOMINÉE PAR LE POIDS DE LA PETITE ENTREPRISE	13
3 - CROISSANCE ET FÉMINISATION DE L'EMPLOI	14
4 - PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EMPLOI	16
5 - UN CONTEXTE SOCIOCULTUREL CONTRASTÉ POUR NE PAS DIRE DUAL	17
6 - DES VOIES SCOLAIRES PLUTÔT GÉNÉRALISTES	18
II. CARACTÉRISTIQUES DE LA GÉNÉRATION 98 EN PACA	20
1 - FORTE MAJORITÉ DE SORTANTS AU NIVEAU BAC OU PLUS	20
2 - LE MILIEU SOCIAL DES PARENTS TOUJOURS DÉTERMINANT	22
3 - DES PARCOURS SCOLAIRES ORIENTÉS VERS LA VOIE GÉNÉRALE	22
4 - UN JEUNE SUR SEPT EN APPRENTISSAGE L'ANNÉE DE SA SORTIE	30
5 - PEU D'EXPÉRIENCES DE TRAVAIL EN COURS D'ÉTUDES	30
III. SITUATION TROIS ANS APRÈS L'ÉCOLE	33
1 - PRÈS DE 80 % DES JEUNES EN EMPLOI	33
2 - SIX JEUNES SUR DIX EN EMPLOI À DURÉE INDÉTERMINÉE	36
3 - TROUVER UN EMPLOI : UNE PRIORITÉ POUR LA QUASI-TOTALITÉ DES JEUNES	38
4 - UN JEUNE SUR DEUX A QUITTÉ LE FOYER FAMILIAL EN DÉBUT DE VIE ACTIVE	39
IV. LES MOBILITÉS DANS L'EMPLOI	41
1 - ACCÈS IMMÉDIAT ET DURABLE POUR PRÈS D'UN JEUNE SUR DEUX	41
2 - UNE RELATIVE STABILITÉ DANS L'EMPLOI	42
3 - UN ACCÈS PLUS RAPIDE AU PREMIER EMPLOI	44
4 - DE FORTES DISPARITÉS SALARIALES	45
5 - DAVANTAGE DE STABILITÉ DANS L'EMPLOI, TROIS ANS APRÈS	47
6 - RÔLE PRÉPONDÉRANT DES CINQ PREMIERS SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA RÉGION	47
7 - UNE UTILISATION DIFFÉRENCIÉE DE L'INTÉRIM ET DES CONTRATS AIDÉS	51
V. LES AUTRES ÉVÈNEMENTS DU PARCOURS	53
1 - LES ÉPISODES DE CHÔMAGE ET D'INACTIVITÉ	53
2 - REPRISES D'ÉTUDES ET STAGES DE FORMATION CONTINUE HORS EMPLOI	58
ANNEXES	62
ANNEXE 1 : L'ÉCHANTILLON EN PACA DE L'ENQUÊTE GÉNÉRATION 98	62
ANNEXE 2 : LISTE DES TABLEAUX	65
ANNEXE 3 : LISTE DES GRAPHIQUES	66
ANNEXE 4 : LEXIQUE ET GLOSSAIRE	67

INTRODUCTION

Au printemps 2001, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) a interrogé un échantillon représentatif de 54 000 jeunes correspondant à une population réelle de 742 000 individus ayant quitté le système éducatif trois ans plus tôt.

Cette enquête concerne toutes les sorties, quels que soient les niveaux et les spécialités de formation. Conduite dans toute la France et intitulée "Génération 98", elle a pour objectif d'analyser les premières années de la vie active au regard de la formation initiale.

L'étude du Céreq a fait l'objet d'une extension en Provence - Alpes - Côte d'Azur. Un échantillon représentatif de 5 800 jeunes¹ ayant été formés dans la région, a été interrogé. Ils ont alors renseigné un calendrier sur leur situation, mois par mois et pour les trois ans ayant suivi leur sortie du système éducatif en juin 1998.

On connaît ainsi, pour une population correspondant aux 50 000 jeunes sortis de l'école cette année-là en Paca, la succession des séquences d'emploi, de chômage ou d'inactivité, de formation ou de reprise d'études entre juin 1998 et juin 2001. Une information relative à chacune de ces séquences permet d'apprécier la diversité des parcours de ces jeunes, quels que soient leurs niveaux de formation².

Un groupe technique a été constitué pour travailler sur cette enquête. Il a rassemblé les financeurs, mais aussi des partenaires du monde de la recherche avec le Centre associé Céreq de la région Paca³, ainsi que l'Insee. L'ORM a été mandaté par le Conseil régional et la DRTEFP pour exploiter cette extension. L'université de Nice Sophia-Antipolis, à travers le laboratoire du SOLIIS-URMIS, a quant à elle déjà réalisé une étude sur le thème enseignement supérieur et discrimination⁴.

Faisant suite à l'étude du Céreq parue en été 2002⁵ et à celle de la région Rhône-Alpes parue en novembre 2002⁶, la présente étude s'inspire fortement de ces deux documents, dans un souci d'harmonisation.

Conformément au choix du groupe technique, la structure du document de Rhône-Alpes a été privilégiée ici. Pour autant, chaque fois que cela a été possible, ce sont les indicateurs de la publication nationale qui ont été choisis.

En tout état de cause, les résultats propres à la région Paca peuvent être comparés soit à ceux de la région Rhône-Alpes, soit à ceux de la France entière⁷. Toutefois, c'est le rapprochement avec la situation nationale, lorsque cela était significatif, qui a été retenu dans la mesure où une comparaison avec une autre région dont les caractéristiques sont très différentes semblait peu pertinente. De plus, les éléments de contexte nationaux sont mieux maîtrisés et donnent un cadre de référence.

1 - Voir la présentation de l'échantillon en annexe 1.

2 - Voir la définition des niveaux de formation en annexe 4, dans le lexique et glossaire.

3 - Le Centre régional associé est hébergé en Paca par le Lest, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Aix-en-Provence) Unité mixte de recherche CNRS, universités de la Méditerranée et de Provence (UMR 6123).

4 - FRICKEY Alain, Les jeunes de Paca sortis de l'enseignement supérieur en 1998 : parcours d'insertion et emplois, CNRS UNSA, SOLIIS URMIS OVE UNSA, Nice, mai 2003.

5 - Céreq, Quand l'école est finie..., Premiers pas dans la vie active de la Génération 98, Marseille, 2002.

6 - IREPD, Quand l'école est finie en Rhône-Alpes..., Premiers pas dans la vie active de la Génération 98 en Rhône-Alpes, Grenoble, novembre 2002.

7 - Parfois, il se peut qu'il y ait un faible écart entre les résultats France donnés ici et ceux de la publication du Céreq. Ils sont simplement dus au fait que la base a subi quelques redressements entre temps.

L'ESSENTIEL

Génération 98 en France,
ce sont 742 000 sortants
du système éducatif.

En Paca, cela représente
50 000 sortants.

Génération 98 est une enquête de trajectoire sur trois ans. C'est une durée minimale pour apprécier véritablement les parcours d'insertion en début de vie active. Elle se déroule sur la période 1998-2001, qui a connu une forte reprise économique sur l'ensemble de la France. La région Paca en a bénéficié, allant même jusqu'à rattraper son retard dans bien des domaines, sans toutefois dépasser la moyenne française. C'est donc dans une période relativement clémente que les jeunes de la Génération 98 se sont portés sur le marché du travail régional. Les résultats présentés ici n'en sont pas moins significatifs. Les indicateurs structurels, qu'il fallait définir pour la première fois en région, restent valables au-delà des variations conjoncturelles.

TROIS ANS APRÈS LEUR SORTIE DU SYSTÈME ÉDUCATIF, PRESQUE HUIT JEUNES SUR DIX SONT EN EMPLOI.

Tous n'y arrivent pas à la même vitesse, mais trois ans après leur sortie de l'école, près de huit jeunes sur dix sont en emploi. Cela reste légèrement moins fréquent qu'au niveau national. Trois principaux facteurs expliquent cet écart. Les deux premiers relèvent du contexte social et de la structure économique. Le poids plus important de la précarité sociale, le taux de chômage élevé, le système d'emploi plus saisonnier, ont un fort impact sur l'insertion au début de la vie active en région.

67 % des sortants n'ont pas obtenu
de diplôme de l'enseignement
supérieur en Paca,
contre 63 % en France.

Le troisième facteur, très lié aux deux premiers, relève des caractéristiques de la formation suivie.

72 % des CAP et BEP sont
en emploi en 2001, contre 85 %
pour les 2nd cycle du supérieur.

Le niveau d'études acquis en est un aspect. En général, plus le niveau s'élève, plus les chances d'insertion sont meilleures. Or les jeunes de la Génération 98 quittent très majoritairement le système éducatif au niveau de l'enseignement secondaire, plus encore en région qu'en France.

80 % des Bac professionnel
ou technologique sont en emploi
en 2001, contre 75 % pour
les Bac +1 et Bac +2 non diplômés.

La finalité du diplôme obtenu est l'autre aspect important, ce qui interroge les processus d'orientation scolaire. Il faut d'abord souligner que les sortants des voies professionnelles bénéficient d'une bonne insertion. Or les jeunes sont nombreux à s'orienter dans la voie générale à l'issue de la classe de troisième. Mais les retards scolaires observés à l'issue de ce premier cycle du secondaire sont légèrement plus importants qu'en moyenne nationale, et engendrent des sorties plus fréquentes de la voie générale avant l'obtention du Bac. Si pour certains, cela se traduit par la sortie du système scolaire, pour d'autres, la voie professionnelle reste une solution. L'orientation dans la voie professionnelle est ainsi plus tardive en Paca, que dans le reste du pays.

Parmi les bacheliers de Paca, ceux issus des filières générales sont plus nombreux qu'en moyenne nationale. Continuant leurs études plus souvent à l'université qu'en filières courtes (BTS et IUT), la part des sortants de l'enseignement supérieur sans qualification professionnelle reste importante.

Enfin, le nombre de jeunes sans qualification reconnue sortant de l'école atteint les mêmes proportions en Paca et en France. Mais à cause d'une plus forte concurrence entre demandeurs d'emploi, ils sont davantage pénalisés lors de leur entrée sur le marché du travail.

8 % des jeunes sortent non qualifiés du système éducatif, en Paca comme en France.

Les jeunes et leurs familles ont donc tendance à repousser l'entrée dans la filière professionnelle, cela d'autant plus que l'offre d'enseignement professionnel est plus resserrée en région. Ce phénomène semble participer du processus de décalage de l'âge de scolarisation en Paca. En effet, le taux de scolarisation des jeunes de 20 à 24 ans est plus élevé en région, tandis que les sorties avec un diplôme de l'enseignement supérieur y sont moins fréquentes. Les jeunes restent attachés au Bac général, quitte ensuite, pour bon nombre d'entre eux, à abandonner prématurément des études supérieures. Si la réputation des filières professionnelles et même technologiques, reste peut-être à faire, la question de leur renforcement est aussi posée.

LES TRAJECTOIRES SONT MARQUÉES PAR UN ACCÈS IMMEDIAT ET DURABLE DANS L'EMPLOI POUR UN JEUNE SUR DEUX.

Qu'il soit direct ou non, l'accès durable à l'emploi concerne sept jeunes sur dix en région. L'emploi des jeunes en début de vie active est d'autant plus stable que leur niveau d'étude est élevé. De même, le temps d'accès au premier emploi est d'autant plus faible que le niveau d'étude est élevé.

73 % des non-qualifiés ont un premier emploi à durée déterminée, contre 44 % des 3^e cycle.

Le temps partiel, ou les contrats de courte durée, sont des situations d'emploi fréquentes pour les jeunes en région. S'ils sont moins concernés que dans l'ensemble de la France par l'intérim, ils se sont vus proposer davantage d'emplois aidés, notamment des contrats emploi - jeune.

Parmi les jeunes en emploi à durée déterminée en 2001, 35 % sont en emplois aidés en Paca, contre 26 % en France.

Les conditions d'emploi s'améliorent avec le temps. Trois ans après leur sortie, les emplois à durée déterminée sont moins fréquents. Mais les jeunes sans qualification reconnue, qui se trouvent en emploi, bénéficient moins souvent d'un emploi à durée indéterminée que dans le reste de la France.

39 % des non-qualifiés sont en emploi à durée indéterminée en 2001 en Paca, contre 42 % en France.

Les types de contrats proposés aux jeunes sont liés à la place dominante en région des petites entreprises (neuf entreprises sur dix emploient moins de dix salariés), ainsi qu'au phénomène de saisonnalité plus prégnant qu'ailleurs compte tenu de l'importance des activités liées au tourisme.

Du fait de ces données structurelles, bon nombre d'employeurs sont très dépendants des fluctuations du marché et se trouvent en difficulté pour anticiper leur gestion des ressources humaines sur le long terme. Cela peut les conduire à proposer davantage de contrats à durée déterminée et de temps partiel et à moins bien rémunérer leurs salariés, comparativement à l'ensemble de la France.

PRÈS D'UN JEUNE SUR DEUX A CONNU LE CHÔMAGE DURANT LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DE VIE ACTIVE.

33 % des non-qualifiés n'ont jamais
connu le chômage,
contre 61 % des Bac +2.

Le taux de chômage en 2001 est
de 15 % pour les sortants de Paca,
contre 11 % pour la France.

Lors de la première période
de chômage de plus de trois mois,
92 % des sortants sont
allés à l'ANPE.

Les périodes de chômage ou d'inactivité font partie intégrante des parcours. Très souvent d'une durée limitée, ces périodes sont principalement mises à profit pour rechercher un emploi. Si la situation au chômage est en lien avec le niveau et la spécialité de formation, ce n'est pas le cas de l'inactivité, qui concerne tous les niveaux de formation.

Parmi les jeunes ayant connu le chômage, deux tiers d'entre eux ne se sont retrouvés dans cette situation qu'une seule fois au cours des trois ans de leur parcours. Toutefois, la durée cumulée de chômage sur le parcours est généralement plus longue qu'en France. Les jeunes en Paca sont ainsi plus fortement confrontés au chômage qu'au niveau national.

Lorsqu'ils sont au chômage, les jeunes recourent massivement aux structures d'accompagnement vers l'emploi. En contactant des employeurs et en répondant à des offres, cela les conduit, dans six cas sur dix, à un entretien d'embauche.

Les périodes de chômage, plus longues qu'en moyenne nationale, se vérifient aussi pour les plus qualifiés. Cela tient très certainement à l'attractivité de la région, qui reste importante pour les jeunes cadres supérieurs.

LA TENDANCE À LA REPRISE DE FORMATION EST PLUS MARQUÉE EN PACA, NOTAMMENT POUR LES NON-DIPLÔMÉS.

7 % des non-qualifiés sont
en reprise d'études ou en formation
en 2001, contre 12 % des Bac +1
et Bac +2 non diplômés.

La principale formation hors emploi
de plus de trois mois sert
à apprendre un métier
pour 47 % des sortants.

Ce sont plutôt les jeunes sortant sans diplôme du premier cycle de l'enseignement supérieur qui reprennent des études ou suivent des stages de formation. Mais globalement, peu de jeunes sont dans ce cas.

La reprise d'étude à temps plein tente plutôt les Bac +1 et Bac +2 non diplômés, alors que les stages de formations sont plus volontiers suivis par les jeunes qui sortent sans qualification reconnue.

Plus d'un tiers des jeunes bénéficiaires de stages de formation ont été orientés par les missions locales ou l'ANPE. Dans presque un cas sur deux, ces stages de formations sont motivés par l'acquisition d'un métier ou d'un diplôme. Les retours en apprentissage après interruption de la scolarité sont peu fréquents (parmi les contrats aidés, un contrat d'apprentissage pour quatre contrats emploi-jeune).

Trois ans après être sortis du système éducatif, les Bac +1 et Bac +2 non diplômés se situent davantage dans une stratégie de réorientation. Les jeunes sans qualification reconnue quant à eux, cherchent plutôt des formations qui leur donneront rapidement un avantage sur le marché du travail.

LES FEMMES S'INSÈRENT TOUJOURS MOINS VITE QUE LES HOMMES, MALGRÉ UN MEILLEUR PARCOURS SCOLAIRE.

Les jeunes filles sortent plus souvent diplômées du supérieur que les garçons. Elles se portent plus sur les filières tertiaires, au dépend des formations industrielles, ce qui correspondrait à l'offre régionale d'emploi. Pourtant, bien que la main-d'œuvre féminine profite de la croissance de l'emploi, les jeunes filles sont davantage confrontées au chômage que les jeunes garçons. Dans ces conditions, on comprend que la priorité à l'obtention d'un emploi stable soit encore plus marquée chez les jeunes filles.

37 % des filles sortent avec un diplôme de l'enseignement supérieur en 1998, contre 28 % des garçons.

Trois ans après leur sortie, les filles sont presque trois fois plus en emploi à temps partiel que les garçons. Il en est de même pour les postes d'intérimaires. Enfin, à même niveau d'étude, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes demeure important (77 euros au premier emploi), et s'amplifie avec la stabilisation de l'emploi (125 euros trois ans après).

22 % des filles sont en emploi à temps partiel en 2001, contre 8 % des garçons.

Il faut cependant distinguer le temps partiel choisi et le temps partiel subi. Il est dit choisi quand il est à l'initiative de l'employé et subi quand il est à celle de l'employeur. Ainsi, le temps partiel est plutôt choisi par les femmes dans les métiers de type administratif, qu'ils soient dans les secteurs de l'administration (surtout fonctionnariat), de la santé et de l'action sociale, de l'éducation. Mais le temps partiel choisi renvoie souvent à la nécessité de concilier vie privée et vie professionnelle, qui incombe généralement aux femmes.

CINQ SECTEURS D'ACTIVITÉ CONCENTRENT L'ESSENTIEL DES PREMIERS EMPLOIS.

Malgré la diversité de l'économie régionale, les premiers emplois des jeunes sont concentrés sur cinq secteurs. Ils ont trait aux activités de services, qui concernent plus de deux tiers de l'emploi total en région.

Les cinq secteurs premiers recruteurs des sortants en 2001 :

- éducation, santé, action sociale ;
- commerce ;
- services aux entreprises ;
- administration ;
- services aux particuliers.

Cette répartition sectorielle n'évolue guère après trois ans. Le secteur public néanmoins accueille davantage de jeunes. Mais il contribue peu à leur stabilisation, puisqu'ils y sont très majoritairement en contrat à durée déterminée. Ce sont les secteurs du commerce, des services aux particuliers et aux entreprises, ou de la construction qui contribuent le plus à la stabilisation des jeunes dans l'emploi.

Même si les secteurs industriels demeurent, les postes d'ouvriers non qualifiés et de non-salariés (artisans, agriculteurs et commerçants) ont nettement diminué ces dernières années. En occupant une place de moins en moins significative, l'agriculture et l'industrie ne peuvent plus, en région, jouer leur rôle d'accueil d'une main-d'œuvre sans qualification reconnue. Les jeunes sortant sans diplôme de l'école doivent donc se tourner vers les services, où ils se trouveront en concurrence à la fois avec les jeunes ayant des premiers niveaux de qualification et avec les personnes pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle.

Si 12 % des sortants non qualifiés trouvent leur premier emploi dans le secteur des industries agricoles et alimentaires, ils ne sont plus que 5 % trois ans après.

I. LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Ce chapitre présente le contexte socio-économique régional au regard de l'ensemble national. Il s'agit de fournir au lecteur un cadre d'interprétation des résultats relatifs à l'insertion des jeunes en Paca. De fait, certaines spécificités quant aux modes d'entrée dans la vie active entre 1998 et 2001 sont à mettre en relation avec les caractéristiques structurelles de la région.

Il faut rappeler que la période observée ici (1998-2001) s'est caractérisée par une forte reprise économique. C'est d'autant plus vrai en Paca, encore aujourd'hui moins touchée que le reste de la France par le ralentissement de l'économie.

Enfin, la principale source utilisée ici étant celle du recensement de la population de 1999, il se peut que certains écarts apparaissent entre cette partie et les suivantes.

1 - UN ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE SOUTENU

L'attractivité de la région se traduit par l'installation de nouveaux habitants en situation d'activité souvent à mi-parcours de leur vie professionnelle.

Une croissance démographique liée à l'installation de nouveaux arrivants.

Avec près de 8 % de la population nationale, la région Paca est la troisième région française. Au dernier recensement de 1999, elle comptait 4 506 000 habitants. Elle connaît une progression démographique annuelle moyenne de 0,63 % depuis 1990 (0,37 % pour la France). Celle-ci est surtout due à un solde migratoire positif et deux fois plus important que le solde naturel.

Les nouveaux arrivants en Paca entre 1990 et 1999, en provenance des autres régions, ainsi que les partants vers d'autres régions, présentent des profils semblables. Ces migrants se différencient néanmoins de la population "stable" : ils sont plus jeunes, et les diplômés de l'enseignement supérieur, les cadres et les professions intermédiaires y sont surreprésentés⁸. Les postes laissés vacants à ces niveaux sont donc en partie pourvus par de nouveaux arrivants.

Une présence forte des plus de 60 ans, mais un rajeunissement de la population.

La région reste cependant plus âgée qu'au plan national : le poids des "60 ans et plus" représente 24 % de la population totale contre 21 % au niveau national. Mais compte tenu des migrations, Paca est, comparativement aux autres régions, une région qui rajeunit : le nombre de jeunes scolarisés ne devrait pas diminuer, alors que celui des actifs potentiels devrait augmenter⁹.

Enfin, la part des femmes, qui représente 52 % de la population, s'est accrue de 6 % entre les deux recensements en Paca, contre 4 % en France. Cela est dû à l'écart croissant d'espérance de vie entre les hommes et les femmes. Cette proportion est supérieure à la moyenne nationale (51 %). En Paca, une femme sur quatre a au moins 60 ans (soit 24 % contre 21 % en France).

8 - CAPPELLUTI Claude et LOPEZ Jimmy, "Les migrations interrégionales n'ont qu'un impact limité sur la structure de la population", Sud Insee l'essentiel, n°61, septembre 2003.

9 - Céreq, "Les politiques régionales de formation professionnelle 1993-2002", Portrait régional, avril 2003.

2 - UNE ÉCONOMIE TERTIAIRE DOMINÉE PAR LE POIDS DE LA PETITE ENTREPRISE

À l'exception de l'industrie automobile, toutes les activités économiques de la région Paca sont génératrices d'emplois. Mais globalement, le poids du secteur industriel est en net retrait par rapport à ce qu'il est au plan national : 11 % contre 18 % (tableau 1).

TABLEAU 1 POIDS DES EMPLOIS SELON L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (%)

Activités économiques	Paca	France
Agriculture, sylviculture, pêche	3,1	4,2
Industries agricoles et alimentaires	2,1	2,7
Industrie des biens de consommation	1,8	3,3
Industrie automobile	0,1	1,2
Industries des biens d'équipement	2,8	3,6
Industries des biens intermédiaires	3,4	6,3
Énergie	1,2	1,1
Construction	6,1	5,8
Commerce	15,3	13,2
Transports	4,6	4,4
Activités financières	2,6	3,0
Activités immobilières	1,9	1,2
Services aux entreprises	11,5	12,3
Services aux particuliers	8,8	7,4
Éducation, santé, action sociale	19,9	19,0
Administration	14,8	11,4
Effectif total (100 %)	1 576 808	22 800 731

Source : Insee - RP 1999 au lieu de travail - sondage au quart - traitement ORM.

L'ensemble des activités tertiaires est fortement développé en région. Au premier rang, on trouve les activités qui, pour la plupart, relèvent d'une logique non marchande (éducation, santé, action sociale et administration). À elles seules, elles couvrent près de 35 % de l'emploi régional (contre 30 % au plan national).

L'importance du commerce, et, dans une moindre mesure, du transport, reflète la vocation d'échange et de carrefour de la région. Ce trait structurel commande encore aujourd'hui près de 20 % des emplois régionaux.

Enfin, et c'est aussi une vocation régionale forte, on dénombre plus de 16 % de l'emploi (contre 14 % en moyenne nationale) dans les activités d'accompagnement touristique ou démographique : services aux particuliers, construction, activités immobilières.

Provence - Alpes - Côte d'azur est une région "carrefour", assez peu industrialisée.

Les activités d'accompagnement du développement touristique et démographique tirent la croissance de l'emploi. Les possibilités d'insertion pour les jeunes y sont relativement diversifiées.

Un rôle majeur des petites entreprises, souvent moins bien placées que les plus grandes pour anticiper les recrutements.

Cet ensemble sectoriel s'appuie sur un tissu d'entreprises marqué par le poids des établissements de moins de dix salariés. Plus de neuf entreprises sur dix emploient moins de dix salariés en région, ce qui représente un tiers de l'emploi salarié régional. Les comportements en matière de recrutement, ou de conditions d'emploi, sont ainsi contraints par une moindre capacité des unités de production régionales à anticiper les commandes et gérer les ressources humaines.

Ainsi, en région, les entreprises subissent davantage leur environnement. Dans cette logique, les conditions d'emploi qu'elles proposent à leurs salariés sont souvent moins avantageuses. Le poids de cette réalité n'est pas sans effet sur le fonctionnement du marché du travail régional.

3 - CROISSANCE ET FÉMINISATION DE L'EMPLOI

Une croissance de l'emploi nettement supérieure à la moyenne française, bénéficiant à la main-d'œuvre féminine.

Sur la dernière décennie, l'accroissement du nombre d'emplois est plus fort en région qu'en moyenne nationale (tableau 2). La dynamique de création d'emplois est favorable, mais elle se décline différemment selon les niveaux de qualification. Ce sont les employés et les professions intermédiaires qui tirent le plus fortement la croissance de l'emploi. À l'inverse, les postes d'ouvriers (notamment non qualifiés) et de non-salariés (artisans, agriculteurs, commerçants) connaissent une forte régression.

Cependant, on n'assiste pas à une montée générale des niveaux de qualification des emplois, mais plutôt à une diversification. Les qualifications de base connaissent, comme les cadres ou professions intermédiaires, une augmentation de leur nombre. Les employés et ouvriers représentent aujourd'hui plus de 52 % de l'emploi régional (contre 54 % en France), et les professions intermédiaires et les cadres 37 % (contre 36 %).

La tertiarisation de l'emploi conduit à un poids plus élevé en région des catégories employés, professions intermédiaires et non salariées. Cette tertiarisation bénéficie pleinement aux femmes actives : alors que le nombre d'hommes en emploi diminue sur les deux dernières décennies, celui des femmes augmente. Ce phénomène n'est pas propre à la région, mais il y est particulièrement fort (tableau 3).

Des services en développement, mais des conditions d'emploi plus précaires que dans le reste de la France.

La diversification des niveaux de qualification s'accompagne d'un élargissement de la palette des métiers exercés. Sur la dernière décennie, le nombre d'emplois dans les métiers mobilisés par les activités industrielles diminue, à l'exception de l'électricité - électronique (tableau 4). Mais ces métiers restent des viviers de recrutement, exigeants en savoir-faire importants, comme ceux du bâtiment (110 000 postes) ou du transport (107 000 postes).

Les emplois assis sur des exigences en qualification de base se maintiennent, via l'accroissement du nombre d'employés. Ces conditions contribuent fortement à l'emploi des femmes actives. Dans le même temps, l'encadrement intermédiaire, surtout, et supérieur, se développent. La palette des spécialités de métiers s'élargit à tous les niveaux de qualification.

TABLEAU 2 POIDS DES ACTIFS AYANT UN EMPLOI SELON LE NIVEAU DE QUALIFICATION (%)

Catégories socioprofessionnelles	Structure en 1999		Évolution entre 1990 et 1999	
	Paca	France	Paca	France
Agriculteurs exploitants	1,5	2,7	-35,7	-37,6
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	8,7	6,6	-14,6	-12,9
Cadres, professions intellectuelles supérieures	12,9	13,1	12,5	16,2
Professions intermédiaires	24,1	23,1	19,6	19,1
Employés	32,5	28,8	15,0	12,6
Ouvriers	20,3	25,6	-14,3	-9,7
Ensemble (100 %)	1 576 808	22 800 731	4,1	3,5

Source : Insee - RP sondage au quart - traitement ORM.

TABLEAU 3 ÉVOLUTION ENTRE 1982 ET 1999 DE LA POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI (%)

	Paca	France
Homme	-2,2	-2,3
Femme	39,1	22,1
Ensemble	12,8	7,4

Source : Insee - RP - traitement ORM.

TABLEAU 4 L'EMPLOI PAR MÉTIER EN RÉGION PACA (%)

Familles professionnelles	Nombre d'emplois en 1999	Évolution entre 1990 et 1999
Agriculture, marine, pêche	59 582	-13,1
Bâtiment, travaux publics	109 338	-23,9
Électricité, électronique	13 653	17,1
Mécanique, travail des métaux	54 266	-13,1
Industries de process	38 152	-11,0
Industries légères (bois, industrie graphique)	14 524	-28,3
Maintenance	37 153	-6,3
Ingénieurs et cadres de l'industrie	6 560	0,4
Tourisme et transport	107 646	-4,8
Artisanat	8 493	36,3
Gestion, administration	140 727	-3,8
Informatique	24 415	30,7
Études et recherches	16 097	39,6
Fonction publique et professions juridiques	135 422	9,4
Banques et assurances	51 916	5,6
Commerce	175 751	1,4
Hôtellerie, restauration, alimentation	88 037	8,9
Services aux particuliers (emplois familiaux, sécurité)	232 499	27,5
Communication, informations, spectacles	19 069	23,1
Santé, action sociale, culturelle et sportive	156 716	29,0
Enseignement, formation	85 069	21,7
Politique, religion	1 723	-26,5
Ensemble	1 576 808	4,4

Source : Insee - RP au lieu de travail - sondage au quart - traitement ORM.

Dans le même temps, les métiers des services aux particuliers, de la santé, de la fonction publique ou de l'enseignement, qui constituent les piliers de l'emploi régional, progressent fortement. Les métiers du commerce, avec 175 000 emplois, sont stables.

La demande économique en qualification reste ainsi soutenue, tant quantitativement que qualitativement. Mais les conditions d'emploi qu'elle propose sont moins avantageuses qu'au plan national (tableau 5). En effet, que l'on considère le niveau de rémunération, la fréquence du temps partiel ou des contrats de courte durée, la région est systématiquement en retrait des réalités nationales.

TABLEAU 5 STATUTS ET CONDITIONS D'EMPLOI (%)

	Paca	France
Part des emplois non salariés	13,6	11,8
Part des salariés en CDD	9,5	8,6
Part des salariés à temps partiel	20,1	18,6
Revenu salarial annuel moyen (en euros)	17 379	18 313

Sources : Insee - RP 1999 - DADS 2000.

La saisonnalité est une des raisons de ce retrait. Qu'elle relève de l'agriculture, du tourisme d'hiver ou du tourisme d'été, la saisonnalité est une dimension inhérente à l'orientation économique régionale.

4 - PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EMPLOI

La concurrence entre demandeurs d'emploi est forte, et amplifie les effets de file d'attente pour l'accès à l'emploi. Bien qu'évoluant à la baisse, le taux de chômage en Paca reste à un niveau très supérieur à celui de la France. Cet écart est cependant de moindre importance pour les jeunes.

Un taux de chômage régional qui reste supérieur à la moyenne nationale.

Bien qu'évoluant à la baisse, le taux de chômage en Paca reste à un niveau supérieur à celui de la France (12,9 % contre 9,6 %) en 1999. Cet écart, qui a cessé d'augmenter, se réduit légèrement avec la reprise économique. Mais l'accroissement du nombre d'emplois ne suffit pas à absorber l'accroissement du nombre d'actifs se portant sur le marché du travail. Cette pression sur le marché du travail régional est plus forte qu'au plan national.

Plusieurs effets se combinent : l'évolution des comportements d'activité (les femmes se portent plus fréquemment qu'avant sur le marché du travail), l'accroissement du nombre de personnes en âge de travailler et l'attractivité de la région, amplifiant ainsi les phénomènes de files d'attente et de concurrence entre demandeurs d'emploi.

Pénalisation des salariés les moins qualifiés, mais un marché du travail légèrement favorable aux jeunes.

Ces mécanismes jouent en défaveur des personnes les moins qualifiées, qui se retrouvent davantage pénalisées qu'au plan national. Leurs difficultés seront probablement croissantes si l'on considère l'évolution des structures d'emploi régionales qui laissent de moins en moins de places à l'embauche de personnes sans savoir-faire professionnels reconnus.

Par ailleurs, on ne constate pas de difficulté d'accès à l'emploi particulièrement plus forte des jeunes régionaux par rapport à leurs aînés (tableau 6). En effet, l'écart entre les taux de chômage régional et national est moins important pour les jeunes que pour l'ensemble de la population active.

TABLEAU 6 NIVEAU DE CHÔMAGE AU SENS DU RECENSEMENT (%)

	Paca	France	Rapport Paca France
Ensemble de la population	17,3	12,8	135
Jeunes de 15 à 19 ans	29,6	27,7	107
Jeunes de 20 à 24 ans	30,6	25,2	121
Femmes	20,0	15,0	133

Source : Insee - RP 1999 - traitement ORM.

5 - UN CONTEXTE SOCIOCULTUREL CONTRASTÉ POUR NE PAS DIRE DUAL

Définition

La proportion de jeunes sortis sans qualification est le rapport entre les élèves ou apprentis sortant de formation initiale sans avoir atteint le niveau minimum de qualification (seconde, première année de CAP ou BEP) et l'ensemble des sorties de l'enseignement secondaire (données estimées).

Le taux de scolarisation est le rapport entre les effectifs d'élèves, étudiants, apprentis, toutes formations incluses (ministères de l'Éducation nationale, de l'Agriculture, de la Santé, ...) de la tranche d'âge considérée et les estimations localisées de population (Insee).

Une partie importante de la population à faible revenu et tributaire de l'aide sociale.

En 1999, le revenu annuel net moyen dans la région (17 079 euros) est inférieur à celui de la moyenne nationale de 4,7 %. Certes, la croissance économique a eu des effets positifs sur les salaires ou l'emploi, mais la précarité sociale régionale reste très marquée. La part élevée des prestations sociales (41,4 % des ressources des ménages) atteste d'une situation encore persistante de la précarité dans la région. Bon nombre de ménages dépendent d'aides diverses pour vivre.

Des inégalités sociales significatives à l'origine des modes d'usage du système éducatif.

La structure des niveaux de formation acquis est un indicateur permettant d'apprécier le niveau socioculturel des populations (tableau 7). Elle se caractérise en région par un poids légèrement supérieur des niveaux d'étude secondaire.

TABLEAU 7 POPULATION (DE 15 ANS OU PLUS AYANT QUITTÉ L'ÉCOLE) SELON LE NIVEAU D'ÉTUDE (%)

Niveau d'étude	Paca	France
École primaire	24,1	27,2
Classes de collège ou CAP, BEP	36,4	36,8
Classes de lycées	18,6	15,6
Études supérieures	20,9	20,4
Ensemble (100 %)	3 353 681	42 635 306

Source : Insee - RP 1999 (exploitation complémentaire) - traitement ORM.

Une forte proportion de population à faible bagage culturel, souvent touchée par la précarité, et une classe moyenne supérieure bien implantée, caractérisent le contexte socioculturel régional. Via des mécanismes de reproduction sociale, les sorties précoces de l'école restent plus fréquentes qu'au plan national.

Le niveau socioculturel des individus dépend également de leur position professionnelle. En Paca, la moitié de la population est issue de ménages ouvriers ou employés. Pour une grande part, les projets, aspirations et capacités des individus, sont conditionnés par des origines socioprofessionnelles modestes marquées, plus qu'ailleurs, par la précarité. Pour une autre part, plus restreinte, la demande sociale relève de populations ayant atteint un niveau d'étude relativement élevé ou appartenant à des catégories situées au milieu haut de l'échelle sociale.

Par l'effet de mécanismes de reproduction sociale, ce contexte socioculturel génère des comportements de scolarisation qui se démarquent des moyennes nationales (tableau 8). Bien que l'écart se réduise sur la période récente, les jeunes qui quittent l'école au niveau de l'enseignement secondaire, avec ou sans qualification, restent, en région, en proportion plus forte qu'au plan national.

TABLEAU 8 SCOLARISATION (APPRENTISSAGE Y COMPRIS) EN 2000 (%)

	Paca	France
Proportion de jeunes sortis sans qualification (niveaux VI et V bis)	7,7	7,5
Taux de scolarisation des 16-19 ans (apprentissage y compris)	84,0	84,4
Taux de scolarisation des 20-24 ans (apprentissage y compris)	37,0	35,2

Source ¹⁰ : Céreq - Portrait régional - séries de 1993 à 2002.

6 - DES VOIES SCOLAIRES PLUTÔT GÉNÉRALISTES

L'orientation vers la voie professionnelle ne se fait plus seulement en fin de 3^e, mais aussi en fin de 2^de générale et technologique. Dans ce contexte, l'apprentissage continue son développement comme système de remédiation pour les bas niveaux, mais également comme système de promotion vers les niveaux supérieurs.

Définitions

La proportion observée de bacheliers est le rapport entre les bacheliers selon leur année de naissance et l'effectif des générations correspondantes.

La part des inscrits dans l'enseignement supérieur est le rapport entre le nombre total d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et l'ensemble de la population scolarisée.

La part des CAP et BEP dans l'ensemble des niveaux V est le rapport entre les inscrits en première année de CAP ou BEP (voie scolaire - Éducation nationale et ministère de l'Agriculture - et apprentissage) et l'ensemble des inscriptions dans le second cycle du second degré (seconde générale, première année de CAP et BEP).

La part des Bac professionnels dans l'ensemble des bacheliers est le rapport entre le nombre de diplômes délivrés dans l'ensemble des spécialités du baccalauréat professionnel et le nombre total de diplômes délivrés l'année considérée dans les séries générales technologiques et professionnelles.

La part des STS et IUT parmi les nouveaux bacheliers entrants dans le supérieur est le rapport entre les inscriptions en première année de STS et IUT des bacheliers de l'année et l'ensemble des inscriptions dans le supérieur des bacheliers de l'année.

Le taux d'accès à l'apprentissage chez les jeunes de 16 à 25 ans est le rapport entre le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage signés au cours de l'année considérée et le nombre de jeunes de 16 à 25 ans au 31 décembre de l'année précédente.

¹⁰ - Céreq, "Les politiques régionales de formation professionnelle 1993-2002", Portrait régional, avril 2003, <http://www.cereq.fr/SiteGSE/GSE.htm>.

L'offre régionale de formation est plus orientée vers les filières générales.

Dans le secondaire, le poids des inscrits en première année de CAP et BEP (voies scolaires et apprentissage), a faiblement progressé mais demeure parmi les plus faibles de France (tableau 9). Cette moindre importance se reporte sur des entrées plus fréquentes dans les classes de seconde.

TABLERAU 9 INDICATEURS GLOBAUX SUR LA FORMATION INITIALE (%)

	Situation en 2000		Variation annuelle moyenne entre 1993 et 2000	
	Paca	France	Paca	France
Proportion observée de bacheliers	60,0	61,9	1,5	1,6
Part des inscrits dans l'enseignement supérieur	14,6	15,3	0,7	1,0
Part CAP et BEP dans l'ensemble des niveaux V	46,7	47,2	0,2	0,3
Part des Bac pro. dans l'ensemble des bacheliers	17,6	18,5	5,9	5,1
Poids des orientations vers les STS et IUT	31,1	35,8	0,4	1,9
Taux d'accès à l'apprentissage	3,8	2,9	13,3	11,6

Source ¹¹ : Céreq - Portrait régional - séries de 1993 à 2002.

La part des baccalauréats professionnels, bien qu'ayant progressé plus rapidement en Paca qu'en moyenne nationale, reste en léger retrait. Elle a cependant contribué à l'augmentation générale de la part des bacheliers.

Une élévation des niveaux de formation dans la voie professionnelle.

Cette augmentation des bacheliers de la voie professionnelle, alors que le flux d'entrée en CAP et BEP reste plus faible qu'ailleurs, s'explique en partie par un taux important de réorientation vers l'enseignement professionnel à l'issue de la classe de 2^{de} générale et technologique. Cette classe devient progressivement un réel palier d'orientation, complémentaire au palier d'orientation en fin de 3^e et contribuant ainsi à l'élévation des niveaux de formation dans la voie professionnelle.

La région Paca enregistre un taux de bacheliers en retrait par rapport à la moyenne nationale. De ce fait, la proportion d'entrée dans l'enseignement supérieur est moindre (part moins importante des inscrits dans l'enseignement supérieur parmi les effectifs scolarisés). Quand ils y entrent, ils choisissent moins souvent les filières STS et IUT (part moins importante des inscrits en STS et IUT parmi les inscrits dans l'enseignement supérieur).

On peut cependant s'interroger sur le taux de scolarisation des 20-24 ans en région plus important qu'ailleurs. Cette tendance est à rapprocher des taux de retard scolaire dans le secondaire, qui, bien qu'en diminution, restent supérieurs à la moyenne nationale, générant ainsi un décalage de l'âge de scolarisation, en particulier dans l'enseignement professionnel.

Un rôle croissant et régulateur de l'apprentissage.

Dans ce contexte, l'apprentissage occupe une place de plus en plus importante. Déjà élevés au début des années 1990, les effectifs n'ont cessé de croître depuis (taux d'évolution le plus rapide de France). Cette progression s'observe sur tous les niveaux, entraînant ainsi une baisse relative de la part du niveau V au profit des niveaux plus élevés, même s'il reste prépondérant (72,8 % de niveau V en région en 1998, 67,7 % en 2001).

¹¹ - Céreq, "Les politiques régionales de formation professionnelle 1993-2002", Portrait régional, avril 2003, <http://www.cereq.fr/SiteGSE/GSE.htm>.

II. CARACTÉRISTIQUES DE LA GÉNÉRATION 98 EN PACA

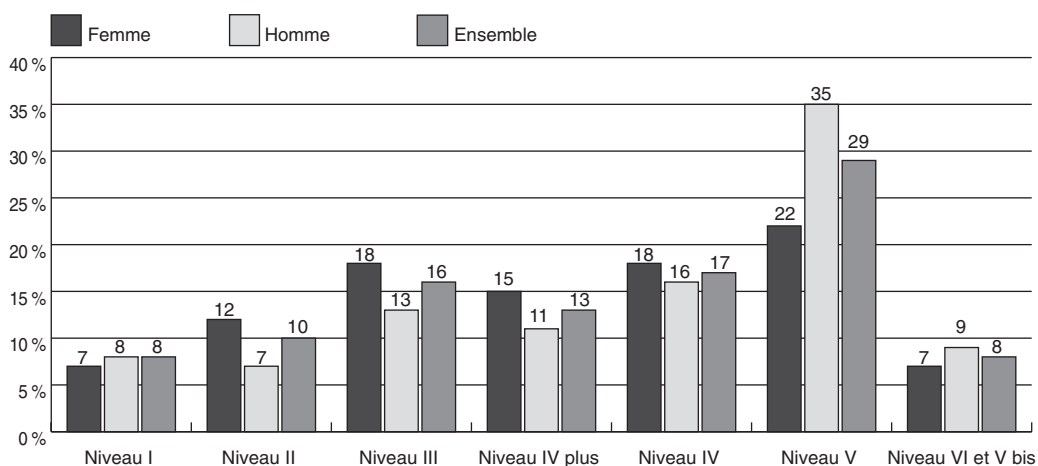
1 - FORTE MAJORITÉ DE SORTANTS AU NIVEAU BAC OU PLUS

Les jeunes de Paca arrêtent leurs études en moyenne à 21 ans. Les filles sortent plus souvent des niveaux IV, III et II et des filières tertiaires.

Des sorties de CAP et BEP importantes en région.

Plus de six jeunes sur dix sortent du système éducatif avec le Bac ou plus (graphique 1). Trois sur dix sortent avec le niveau V¹² et près de un sur dix sort sans aucun diplôme. Bien que moins souvent orientés en CAP et BEP que dans l'ensemble de la France¹³, les jeunes de Paca sont plus nombreux à sortir du système éducatif avec un niveau V de qualification (CAP et BEP) : 29 % contre 25 % au niveau national. Ce phénomène est particulièrement marqué pour les garçons.

GRAPHIQUE 1 NIVEAU DE SORTIE DE FORMATION INITIALE EN 1998 EN PACA



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à sortir avec les niveaux de formation les plus faibles (niveaux V, V bis et VI). Les femmes sont 37 % à sortir avec un diplôme de l'enseignement supérieur, ce taux est de 28 % pour les hommes (graphique 2).

En 1998, parmi les 50 001 jeunes qui achèvent leur formation initiale, un sur trois sort du système éducatif titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et, parmi eux, un sur deux avec un diplôme de l'enseignement supérieur long (Bac +3 et plus). Ils ont en moyenne entre 22 et 27 ans (tableau 10).

Comme au niveau national, 8 % ont quitté l'école sans qualification. Ces jeunes sortent généralement du système éducatif plus tôt (17 ans d'âge moyen en Paca contre 18 ans en France).

Les jeunes arrêtent leurs études en moyenne à 21 ans. Fort logiquement, plus le niveau d'études s'élève, plus les sortants sont âgés.

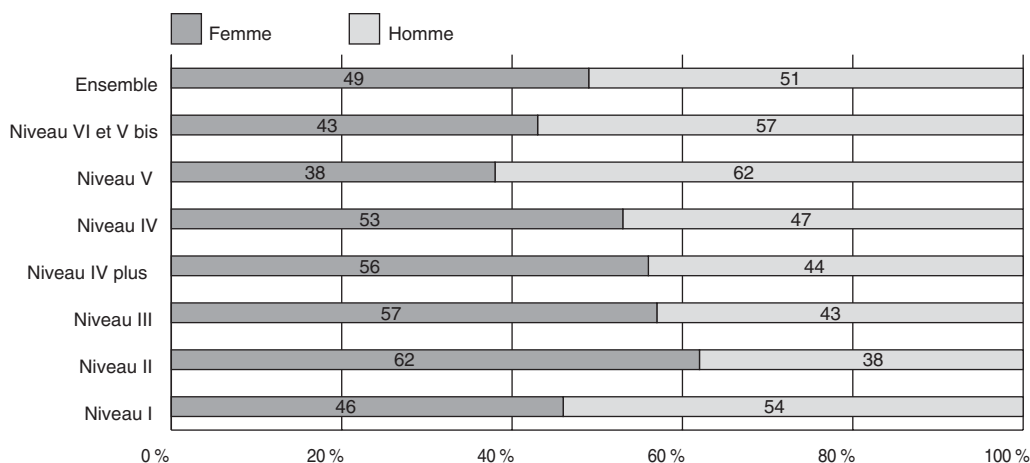
¹² - Voir la définition des niveaux de formation en annexe 4, dans le lexique et glossaire.
¹³ - Voir le tableau 9 page 19 de ce document.

TABLEAU 10 RÉPARTITION DES GROUPES DE DIPLÔMES ET SPÉCIALITÉS PRÉPARÉS PAR SEXE

	Effectifs	Âge moyen (en années)	Part des femmes (%)
Non-qualifiés	4 024	17	43
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	5 333	19	38
CAP ou BEP	8 961	19	38
Tertiaire	4 152	19	73
Industriel	4 809	19	7
Bac non diplômés	1 868	21	37
Bac professionnel ou technologique	5 609	21	57
Tertiaire	4 028	21	74
Industriel	1 581	21	15
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	7 499	22	57
DEUG non diplômés, Bac général	5 098	22	60
BTS et DUT non diplômés	2 401	22	49
Bac +2	7 925	23	57
Diplômés de la santé et du social	1 492	24	84
DEUG, DEUST...	1 283	24	52
BTS, DUT tertiaire	3 232	22	71
BTS, DUT industriel	1 918	22	15
2nd cycle	4 720	24	63
Lettres et sciences humaines	2 886	24	68
Droit, économie, gestion, AES	1 031	25	58
Maths, sciences et technique	803	24	50
3^e cycle et écoles	4 062	26	46
Lettres et sciences humaines	972	27	58
Droit, économie, gestion, AES, écoles	1 693	25	52
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	1 397	25	32
Ensemble	50 001	21	49
France	741 725	21	49

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 2 PART DES HOMMES ET DES FEMMES PAR NIVEAU DE SORTIE EN PACA



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les filles sont moins tournées vers les formations industrielles.

La proportion de filles varie fortement selon le diplôme préparé et surtout selon la spécialité de formation. Elles fréquentent très peu les filières industrielles : seules 10 % sont titulaires d'un diplôme professionnel (CAP, BEP, Bac, BTS ou DUT) dans ce domaine (contre 12 % dans l'ensemble de la France). À l'inverse, elles obtiennent 73 % des diplômes professionnels des filières tertiaires. Les filles sont nombreuses à se former aux métiers de la santé et du social, puisqu'elles obtiennent 84 % des diplômes de ce secteur.

2 - LE MILIEU SOCIAL DES PARENTS TOUJOURS DÉTERMINANT

Les parcours scolaires des jeunes sont toujours fortement reliés à l'origine professionnelle et sociale de leurs parents.

Définition

On regarde **les professions** des parents lorsque le jeune a quitté le système éducatif, ou la dernière profession exercée s'ils étaient alors au chômage ou à la retraite. De même, **les situations professionnelles** des parents sont observées lorsque le jeune a quitté le système éducatif.

Le niveau d'études atteint par les jeunes reste très dépendant de leur origine sociale.

S'il est admis que l'élévation du niveau d'études s'est généralisée, force est de constater que la situation professionnelle des parents détermine encore largement les niveaux auxquels les jeunes sortent du système éducatif. Un jeune sur deux obtient un diplôme de 3^e cycle quand l'un de ses parents est cadre (tableau 11). Cette probabilité tombe à peine à un sur dix quand l'un des parents est ouvrier.

En revanche, les plus nombreux à quitter l'école sans aucune qualification sont ceux dont l'un des parents est ouvrier (32 %). Pour résumer : plus le diplôme est élevé, plus la proportion parmi les diplômés de fils ou fille de cadre est forte et à l'inverse, plus la proportion de fils ou fille d'ouvriers est faible.

Parmi les jeunes dont le père est au chômage, nombreux quittent le système éducatif sans qualification (14 %) ; à noter que cette proportion est deux fois moins importante au niveau national. Cette proportion diminue au fur et à mesure que s'élève le niveau du diplôme préparé. Le phénomène est à peu près similaire quand la mère est inactive.

Enfin, on notera que la part des jeunes issus de l'immigration est très variable en fonction du niveau du diplôme obtenu. C'est aussi au niveau des jeunes n'ayant aucune qualification que la part de ceux dont le père est né à l'étranger est la plus importante (48 %). Cette proportion n'est plus que de 18 % pour les titulaires d'un diplôme de 3^e cycle.

3 - DES PARCOURS SCOLAIRES ORIENTÉS VERS LA VOIE GÉNÉRALE

Le retard scolaire à l'entrée en sixième, l'orientation en fin de troisième et la nature du Bac obtenu, sont des facteurs déterminants des parcours scolaires.

TABLEAU 11 MILIEU SOCIAL DES JEUNES À LEUR SORTIE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

	Un des deux est cadre	Les deux sont cadres	Un des deux est ouvrier	Les deux sont ouvriers	Le père est au chômage	La mère est inactive	La mère n'a jamais travaillé	Il est né à l'étranger	Son père est né à l'étranger
	(%)				(%)			(%)	
Non-qualifiés	5		32	3	14	54	31	21	48
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	11	2	30	2	7	45	26	7	40
CAP ou BEP	9	1	28	5	5	44	27	7	31
Tertiaire	10	1	30	6	7	39	19	5	26
Industriel	9	1	27	4	3	48	34	8	35
Bac non diplômés	17	3	20	2	6	37	21	10	31
Bac professionnel ou technologique	17	1	18	2	4	33	19	4	20
Tertiaire	16	2	17	1	3	32	18	3	19
Industriel	22		20	4	5	36	23	6	21
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	26	5	18	1	5	37	21	5	30
DEUG non diplômés, Bac général	27	6	17	2	6	36	22	4	29
BTS et DUT non diplômés	22	5	20	1	2	41	18	6	30
Bac +2	28	6	17	2	2	34	14	4	20
Diplômés de la santé et du social	40	7	10		1	23	11	6	17
DEUG, DEUST...	35	6	12	1	2	33	18	3	25
BTS, DUT tertiaire	25	6	19	3	3	37	16	3	22
BTS, DUT industriel	18	3	20	2	3	37	12	4	17
2nd cycle	35	12	12	1	2	30	14	4	19
Lettre et sciences humaines	34	14	10	1	2	28	13	3	20
Droit, économie, gestion, AES	35	7	15	1	2	31	16	7	18
Maths, sciences et technique	39	13	14		3	34	14	1	17
3^e cycle et écoles	52	21	9	2	2	31	14	3	18
Lettre et sciences humaines	42	18	10	1	1	39	15	3	25
Droit, économie, gestion, AES, écoles	63	26	5	1	2	27	13	3	14
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	45	17	13	3	3	30	16	4	18
Ensemble	22	5	21	2	5	38	21	6	28
France	20	5	28	5	3	31	14	4	17

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Définition

On considère qu'un jeune est entré avec du retard en sixième, s'il avait plus de onze ans lors de sa première inscription dans cette classe.

3.1 - LE POIDS DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES DÈS L'ENTRÉE EN 6^e

La proportion de jeunes en retard scolaire à l'entrée en sixième a diminué de moitié en 20 ans¹⁴.

La région Paca se caractérise généralement par un poids de retard scolaire légèrement plus élevé qu'en moyenne nationale.

26 % des jeunes de Paca de la Génération 98 étaient en difficulté scolaire à l'entrée en sixième.

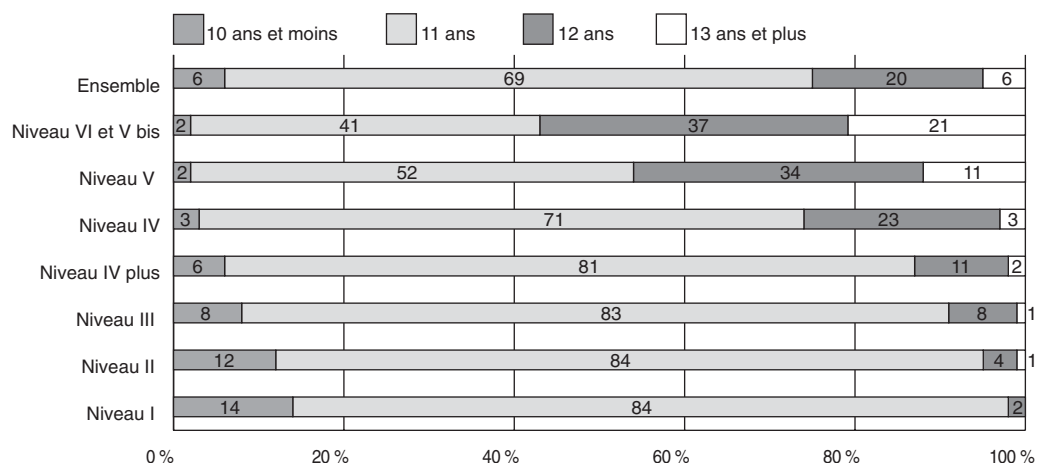
Nombreux à suivre un parcours scolaire dans la voie générale après la troisième, les jeunes de Paca sont cependant moins nombreux à en sortir diplômés. Le retard scolaire à l'entrée en sixième, légèrement plus marqué en Paca qu'en France, en est une des raisons. Les jeunes qui arrêtent leurs études entre l'entrée en seconde et la terminale, expliquent cet abandon par la lassitude.

14 - Ministère de l'Éducation nationale, L'état de l'école, édition 2003, p. 42.

Un niveau de sortie fortement lié au retard scolaire en sixième.

Pour la Génération 98, on remarque très nettement que le niveau de sortie est inversement proportionnel au taux de retard scolaire en sixième (graphique 3). 58 % des jeunes ayant quitté l'école sans qualification étaient en difficulté scolaire à l'entrée en sixième. Cette proportion chute à moins de 10 % pour les jeunes sortant au niveau de l'enseignement supérieur.

GRAPHIQUE 3 ÂGE LORS DE LA PREMIÈRE INSCRIPTION EN 6^e PAR NIVEAU EN PACA



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

3.2 - L'ORIENTATION EN FIN DE 3^e DEVIENT MOINS DÉTERMINANTE

Définition

Après la classe de troisième, la plupart des jeunes s'orientent vers une première année de CAP ou de BEP, une seconde générale ou une seconde technologique (la seconde générale intègre les secondes générales d'avant 1992 et les secondes générales et technologiques d'après 1992). Certains, peu nombreux, ont une autre orientation. D'autres, notamment les non-qualifiés, n'ont pas suivi de troisième.

Le cycle secondaire long reste un parcours privilégié pour la plupart des jeunes de la Génération 98.

Après la troisième, c'est le cycle secondaire long (voie générale ou technologique) qui est privilégié par les jeunes de la Génération 98 (tableau 12). C'est particulièrement vrai pour les jeunes filles, et ce dans des proportions comparables à la moyenne nationale (55 %).

L'usage de l'enseignement professionnel apparaît moins fréquent en région (36 % contre 38 %). Dans le même temps, ceux qui ont arrêté avant ou juste après la troisième¹⁵ semblent proportionnellement plus nombreux qu'au plan national (9 % contre 7 %).

Les jeunes qui ont poursuivi après la troisième dans la voie professionnelle constituent la majorité des sortants des niveaux V et IV (graphique 4). Ce constat, sans surprise, est cependant moins fort en région qu'au plan national. 75 % des titulaires d'un CAP ou BEP, 60 % des titulaires d'un Bac professionnel ou Bac technologique, viennent d'une classe de troisième pour respectivement 77 % et 68 % pour l'ensemble de la France.

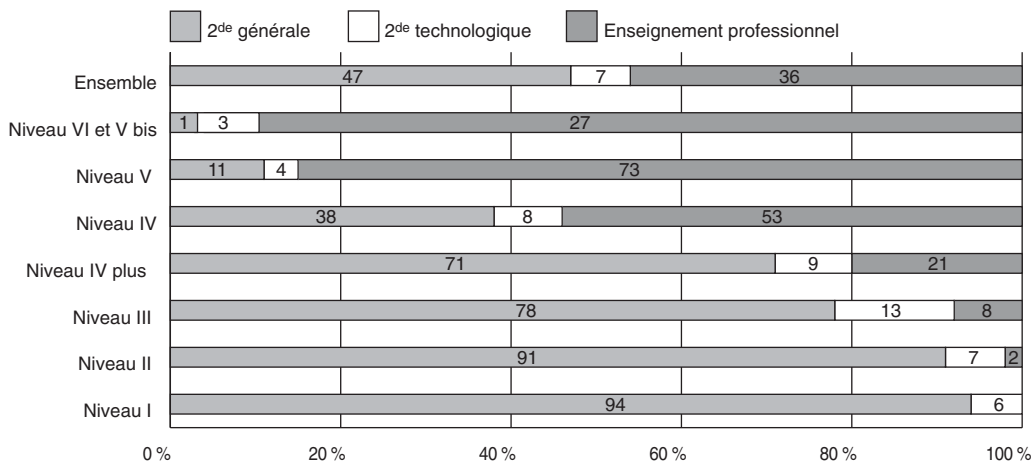
¹⁵ - Ou qui ont suivi une orientation autre (CIPPA, SEGPA...).

TABEAU 12 CLASSE SUIVIE APRÈS LA 3^e (%)

	2 ^{de} générale	2 ^{de} technologique	CAP ou BEP	Dont CAP - BEP par apprentissage
Non-qualifiés	1	3	27	4
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	14	5	69	20
CAP ou BEP	10	4	75	20
Tertiaire	13	3	79	14
Industriel	7	4	71	24
Bac non diplômés	33	11	55	8
Bac professionnel ou technologique	30	9	60	10
Tertiaire	35	8	57	7
Industriel	17	13	69	18
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	74	8	19	1
DEUG non diplômés, Bac général	84	5	12	1
BTS et DUT non diplômés	53	13	33	1
Bac +2	78	13	8	1
Diplômés de la santé et du social	87	7	4	
DEUG, DEUST...	88	7	4	
BTS, DUT tertiaire	83	7	10	1
BTS, DUT industriel	55	33	12	2
2nd cycle	91	7	2	0
Lettres et sciences humaines	89	8	2	
Droit, économie, gestion, AES	95	4	1	
Maths, sciences et technique	92	6	2	1
3^e cycle et écoles	94	5	0	
Lettres et sciences humaines	99	1		
Droit, économie, gestion, AES, écoles	96	3		
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	89	11		
Ensemble	47	7	36	8
Femme	56	5	32	5
Homme	39	10	40	10
France	47	8	38	8

N. B. : certains jeunes ne se sont pas inscrits en classe de troisième, ce qui explique que le total de certaines lignes n'atteigne pas 100 %.
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 4 CLASSE SUIVIE APRÈS LA 3^e



Certains jeunes ne se sont pas inscrits en classe de troisième, ce qui explique que le total de certaines lignes n'atteigne pas 100 %.
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

3.3 - DEUX BACHELIERS SUR TROIS ISSUS DES FILIÈRES GÉNÉRALES

Plus encore qu'en France, les bacheliers de Paca sont majoritairement titulaires d'un Bac général.

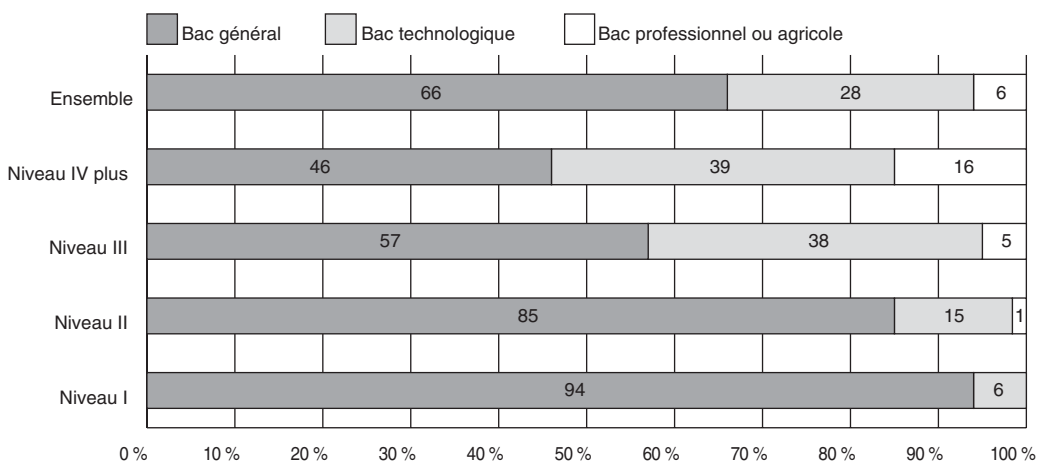
Les jeunes de la Génération 98 sont titulaires du baccalauréat à plus de 59 % (pour 63 % au plan national). Parmi ceux qui déclarent avoir le Bac, 66 % sont titulaires d'un Bac général, et ce dans une proportion légèrement plus forte qu'en moyenne nationale (65 %, voir le tableau 13).

TABEAU 13 TYPE DE BACCALAURÉAT OBTENU (%)

	Bac général	Bac technologique	Bac professionnel ou agricole	Total
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	46	39	16	100
DEUG non diplômés, Bac général	60	29	11	100
BTS et DUT non diplômés	20	55	25	100
Bac +2	57	38	5	100
Diplômés de la santé et du social	76	23	1	100
DEUG, DEUST...	82	17	2	100
BTS, DUT tertiaire	52	41	8	100
BTS, DUT industriel	36	61	4	100
2nd cycle	85	15	1	100
Lettres et sciences humaines	84	15	1	100
Droit, économie, gestion, AES	85	15		100
Maths, sciences et technique	87	13		100
3^e cycle et écoles	94	6	0	100
Lettres et sciences humaines	96	4		100
Droit, économie, gestion, AES, écoles	95	5		100
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	92	8		100
Ensemble	66	28	6	100
Femme	70	23	6	100
Homme	60	33	6	100
France	65	30	5	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 5 TYPE DE BAC DÉCLARÉ SELON LE NIVEAU DE FORMATION DES SORTANTS



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les titulaires d'un Bac général ou d'un Bac technologique constituent la quasi-totalité du contingent de ceux qui poursuivent leurs études après le baccalauréat. Le Bac professionnel, conformément à sa vocation, porte ses titulaires très massivement vers la vie active (graphique 5).

Les filles ayant poursuivi leurs études sont plus souvent titulaires d'un Bac général. Elles sont moins présentes dans les contingents de ceux ayant obtenu un Bac technologique.

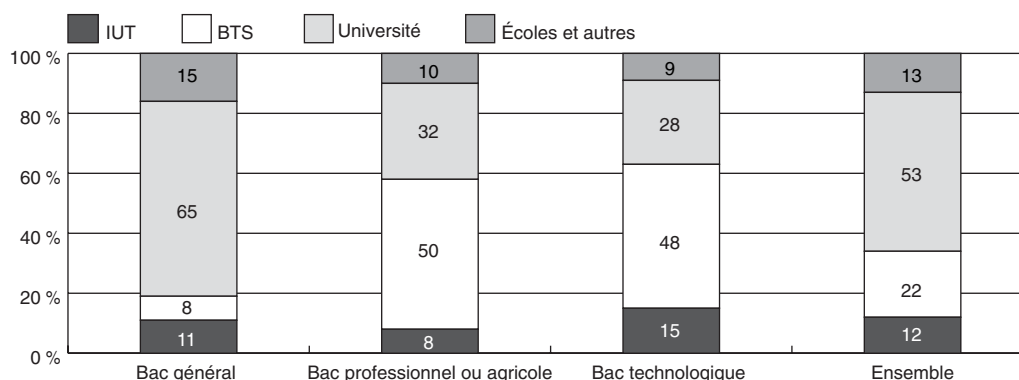
3.4 - UN BACHELIER SUR DEUX POURSUIT DES ÉTUDES À L'UNIVERSITÉ

Définition

Après la terminale, certains jeunes intègrent directement des écoles recrutant après le Bac, telles que les écoles d'ingénieurs ou de commerce, les instituts d'études politiques, les écoles notariales, les écoles d'art...

Les titulaires d'un Bac général entrent, très majoritairement, à l'université (graphique 6). À noter toutefois que 20 % d'entre eux poursuivent des études techniques en IUT ou en préparant un BTS.

GRAPHIQUE 6 ORIENTATION APRÈS LE BAC



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

La moitié des titulaires d'un baccalauréat professionnel ou d'un brevet de technicien agricole qui poursuivent leurs études, préparent un BTS. Un tiers d'entre eux entrent à l'université. Ceci est relativement important pour des diplômés dont la finalité est l'insertion professionnelle.

En toute logique, les deux tiers des jeunes ayant un Bac technologique préparent un BTS ou un DUT.

Dans l'ensemble des jeunes ayant suivi des études supérieures, un sur deux est passé par l'université (tableau 14). Cette proportion est beaucoup plus importante pour les jeunes sortis du second cycle (70 %) que pour ceux ayant obtenu un diplôme de niveau Bac +2 (35 %). De fait, un tiers de ces derniers ont préparé et obtenu un BTS.

Parmi les titulaires d'un diplôme de troisième cycle, les jeunes ayant suivi une filière littéraire ou sciences humaines sont les plus nombreux à être passés par l'université (76 %), tandis que ce parcours ne concerne que la moitié des jeunes ayant suivi une filière droit, économie, gestion ou mathématiques, sciences et techniques, écoles supérieures. Cela s'explique par un passage important de ces jeunes par les grandes écoles (30 %).

TABLEAU 14 FILIÈRE SUIVIE APRÈS LE BAC SELON LE NIVEAU DE SORTIE (%)

	IUT	BTS	Université	Écoles et autres	Total
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	8	28	59	5	100
DEUG non diplômés, Bac général	4	7	84	5	100
BTS et DUT non diplômés	13	66	15	6	100
Bac +2	17	35	35	12	100
Diplômés de la santé et du social	0	5	49	46	100
DEUG, DEUST...	7	11	75	8	100
BTS, DUT tertiaire	25	46	25	4	100
BTS, DUT industriel	23	57	15	5	100
2nd cycle	9	6	70	14	100
Lettres et sciences humaines	4	5	74	18	100
Droit, économie, gestion, AES	18	8	66	8	100
Maths, sciences et technique	18	11	61	9	100
3^e cycle et écoles	13	5	56	26	100
Lettres et sciences humaines	3	6	76	15	100
Droit, économie, gestion, AES, écoles	16	4	51	29	100
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	16	5	49	30	100
Ensemble	12	22	53	13	100
France	11	26	47	16	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

3.5 - UN JEUNE SUR QUATRE ARRÊTE SES ÉTUDES CAR IL A TROUVÉ UN EMPLOI

Définition

Les raisons déclarées de l'arrêt des études pouvaient être multiples : lassitude, raisons financières, avoir trouvé un emploi, obtention du niveau de formation souhaité, avoir été refusé dans une formation supérieure...

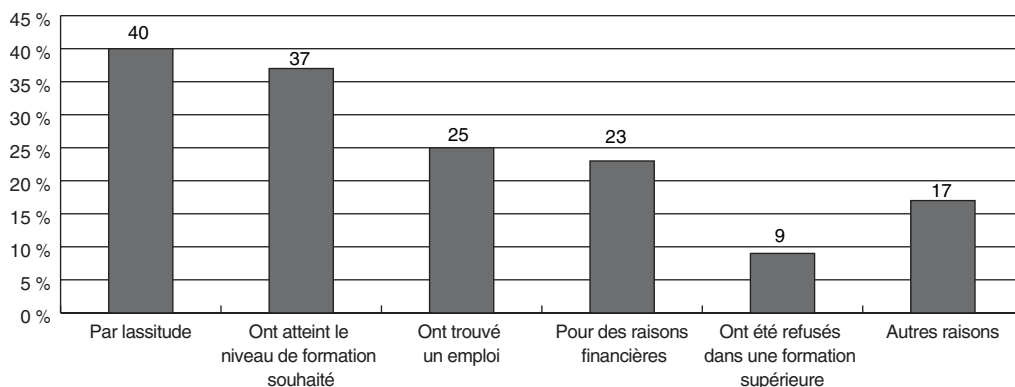
La première raison d'arrêt des études déclarée est, pour 40 % des jeunes régionaux de la Génération 98, la lassitude (tableau 15, graphique 7). C'est la principale raison évoquée par les jeunes qui sortent avant le niveau I, II ou III. La lassitude, qui n'intervient qu'en deuxième position pour l'échantillon national, semble être un trait fort en Paca.

TABEAU 15 RAISONS D'ARRÊT DES ÉTUDES (%)

	Par lassitude	Ont atteint le niveau de formation souhaité	Ont trouvé un emploi	Pour des raisons financières	Ont été refusés dans une formation supérieure	Autres raisons
Non-qualifiés	49	17	27	23	16	22
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	55	16	27	27	8	21
CAP ou BEP	42	30	29	27	10	17
Tertiaire	39	24	28	29	15	20
Industriel	45	36	30	26	6	14
Bac non diplômés	63	17	23	30	9	16
Bac professionnel ou technologique	34	34	23	22	12	19
Tertiaire	34	33	23	20	11	21
Industriel	36	37	23	26	14	15
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	47	14	24	26	10	26
DEUG non diplômés, Bac général	44	11	24	28	11	28
BTS et DUT non diplômés	54	21	24	22	7	20
Bac +2	34	64	27	23	5	10
Diplômés de la santé et du social	9	93	34	12	1	3
DEUG, DEUST...	40	28	34	37	7	19
BTS, DUT tertiaire	40	67	26	22	2	8
BTS, DUT industriel	40	59	17	22	11	13
2nd cycle	30	51	26	20	10	17
Lettres et sciences humaines	28	48	25	19	9	20
Droit, économie, gestion, AES	37	59	26	20	9	12
Maths, sciences et technique	30	52	31	20	13	16
3^e cycle et écoles	10	87	16	7	1	5
Lettres et sciences humaines	5	83	18	9	1	7
Droit, économie, gestion, AES, écoles	11	87	16	6	1	6
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	12	90	16	5	2	3
Ensemble	40	37	25	23	9	17
France	41	45	27	21	10	15

N. B. : le total dépasse 100 %, car il s'agit d'une question à choix multiples.
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 7 POURQUOI ARRÊTENT-ILS LEURS ÉTUDES ?



N. B. : le total dépasse 100 %, car il s'agit d'une question à choix multiples.
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

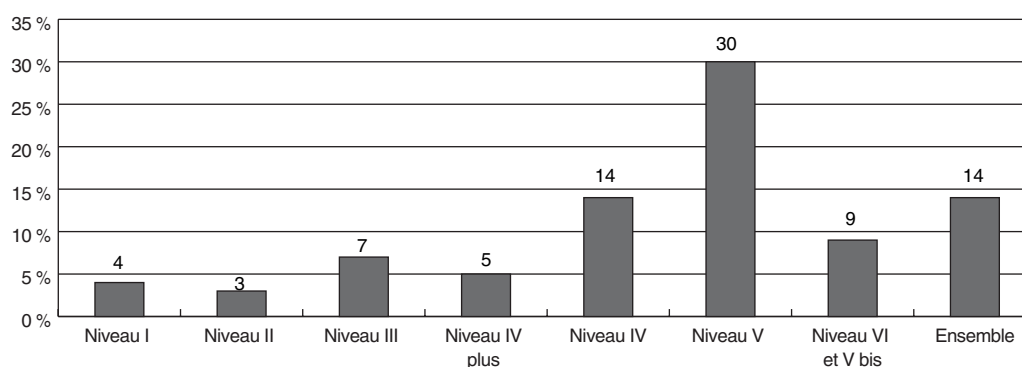
4 - UN JEUNE SUR SEPT EN APPRENTISSAGE L'ANNÉE DE SA SORTIE

Définition

Une formation en apprentissage est une formation suivie en alternance sous contrat de travail.

Les jeunes de Paca entrent en apprentissage plus fréquemment qu'en moyenne nationale (3,8 %¹⁶ contre 2,9 %). 14 % des jeunes sortis en 1998 ont déclaré avoir terminé leur parcours par l'apprentissage (graphique 8). Cette proportion reste en léger retrait par rapport à la moyenne nationale (16 %), quel que soit le niveau de sortie.

GRAPHIQUE 8 PART DES APPRENTIS PARMIS LES SORTANTS SELON LES NIVEAUX



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les garçons vont plus facilement en apprentissage que les filles.

Cet apprentissage reste majoritairement le fait des hommes pour les cycles de niveau V dans les filières industrielles (graphique 9 et tableau 16). Les femmes sont plus nombreuses que les hommes en apprentissage sur les niveaux IV et III.

Quasi inexistant il y a une dizaine d'années dans l'enseignement supérieur, aujourd'hui 7 % des sortants aux niveaux II et I sont passés par l'apprentissage.

5 - PEU D'EXPÉRIENCES DE TRAVAIL EN COURS D'ÉTUDES

Définitions

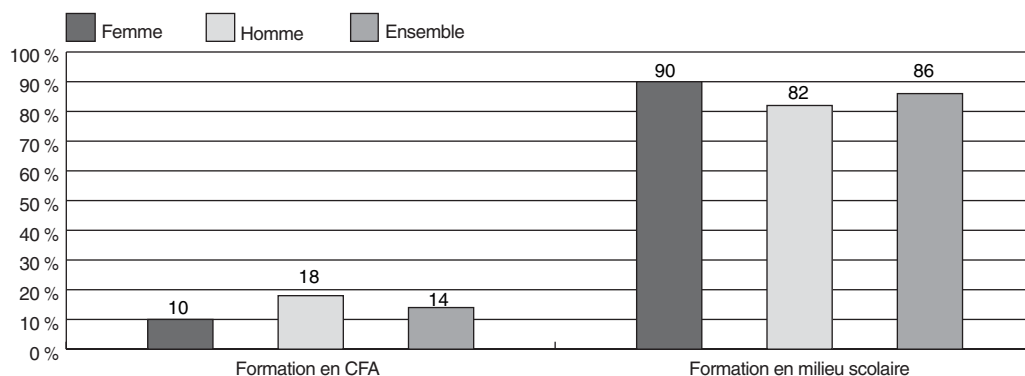
Un emploi régulier est une activité salariée qui occupe le jeune au moins huit heures par semaine tout au long de l'année scolaire.

Les autres emplois sont considérés comme des petits boulots, à l'exception des "jobs" d'été, comptabilisés à part.

Les jeunes sortants de l'apprentissage n'ont pas été intégrés à cette analyse.

¹⁶ - Voir le taux d'accès à l'apprentissage des 16-25 ans, tableau 9 page 19 de ce document.

GRAPHIQUE 9 PART DES APPRENTIS SELON LE SEXE



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

TABLEAU 16 PART DES JEUNES SORTANT DU SYSTÈME ÉDUCATIF EN 1998 PAR L'APPRENTISSAGE (%)

	Apprentis	Femme	Homme	Total
Non-qualifiés	9	31	69	100
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	27	31	69	100
CAP ou BEP	32	21	79	100
Tertiaire	22	56	44	100
Industriel	41	5	95	100
Bac non diplômés	16	31	69	100
Bac professionnel ou technologique	15	58	42	100
Tertiaire	15	76	24	100
Industriel	16	16	84	100
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	4	61	39	100
DEUG non diplômés, Bac général	0	25	75	100
BTS et DUT non diplômés	13	64	37	100
Bac +2	7	64	36	100
Diplômés de la santé et du social	11	79	21	100
DEUG, DEUST...	2	60	40	100
BTS, DUT tertiaire	9	73	27	100
BTS, DUT industriel	5	16	84	100
2nd cycle	3	56	44	100
Lettres et sciences humaines	4	57	43	100
Droit, économie, gestion, AES				100
Maths, sciences et technique	1	50	50	100
3^e cycle et écoles	3	49	51	100
Lettres et sciences humaines	6	57	43	100
Droit, économie, gestion, AES, écoles				100
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	6	44	56	100
Ensemble	14	35	65	100
France	16	28	72	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les premières expériences professionnelles avant d'entrer dans la vie active sont diverses mais peu conséquentes.

Un peu moins d'un tiers des jeunes ont eu à concilier en cours d'année scolaire, une expérience professionnelle avec leurs études (tableau 17). Pour 20 % des jeunes, cette expérience relève davantage de petits boulots, exercés plus ou moins fréquemment. Mais pour 10 %, il s'agit d'un ou de plusieurs emplois occupés régulièrement. En revanche, l'expérience de "jobs" durant les vacances est un peu plus importante, puisque 38 % des jeunes déclarent y avoir recouru.

L'activité professionnelle des jeunes au cours de leur formation initiale est variable selon le type d'études et la spécialité de formation. Plus le cursus est long, plus cette expérience est importante même si la nature de la formation joue aussi. Par exemple, dans l'enseignement supérieur les étudiants des filières lettres-sciences humaines ont plus l'occasion de travailler que ceux des filières scientifiques, il en est de même pour les étudiants inscrits à l'université par rapport à ceux des grandes écoles.

TABLEAU 17 EXPÉRIENCE DE TRAVAIL EN COURS D'ÉTUDES (%)

	Ont occupé au moins un emploi régulier		N'ont effectué que des petits boulots		Jamais travaillé durant l'année scolaire	Total	Jobs de vacances
	Plusieurs	Un seul	Fréquemment	Parfois			
Non-qualifiés	1	3	8	9	79	100	13
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	2	3	8	13	75	100	19
CAP ou BEP	2	4	7	11	77	100	23
Tertiaire	2	4	7	13	74	100	23
Industriel	1	3	7	9	80	100	24
Bac non diplômés	3	5	7	18	67	100	41
Bac professionnel ou technologique	3	4	7	12	74	100	37
Tertiaire	2	5	7	13	74	100	36
Industriel	5	2	8	10	75	100	41
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	2	11	7	11	69	100	44
DEUG non diplômés, Bac général	2	12	8	12	67	100	43
BTS et DUT non diplômés	2	8	6	11	74	100	47
Bac +2	3	10	9	12	67	100	51
Diplômés de la santé et du social	2	11	11	15	62	100	43
DEUG, DEUST...	6	22	7	8	58	100	52
BTS, DUT tertiaire	3	7	10	11	69	100	47
BTS, DUT industriel	1	4	8	15	72	100	62
2nd cycle	4	14	7	12	64	100	57
Lettres et sciences humaines	3	15	6	10	66	100	59
Droit, économie, gestion, AES	6	14	8	16	55	100	58
Maths, sciences et technique	5	11	6	11	68	100	50
3^e cycle et écoles	3	9	9	17	63	100	49
Lettres et sciences humaines	1	16	8	14	61	100	58
Droit, économie, gestion, AES, écoles	5	7	12	21	55	100	46
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	1	5	6	13	76	100	47
Ensemble	2	7	8	12	71	100	38
France	2	9	7	12	70	100	40

N. B. : les jeunes sortants d'apprentissage n'ont pas été intégrés à cette analyse.
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM

III. SITUATION TROIS ANS APRÈS L'ÉCOLE

1 - PRÈS DE 80 % DES JEUNES EN EMPLOI

Définitions

Les situations d'emploi englobent tous les contrats de travail : CDI, CDD, saisonniers, intérim et emplois aidés relevant de la politique de l'emploi, comme les emplois - jeunes ou les contrats de qualification.

Les situations de chômage sont des temps déclarés comme tels dans le "calendrier professionnel mensuel" renseigné par les jeunes et **les situations d'inactivité** sont des temps qui n'ont pas été déclarés comme des périodes de travail rémunéré, de service national, de chômage, d'études ou de formation. Ces définitions du chômage et de l'inactivité ne coïncident pas avec celle du BIT (voir BIT, annexe 4).

Les reprises d'études correspondent à des temps d'études à temps plein (ce qui exclu donc les formations par apprentissage) dans un établissement scolaire ou universitaire.

Les formations sont des stages de formation de plus d'un mois hors emploi ne relevant pas de la formation initiale.

Le taux d'activité est la part des jeunes actifs, c'est-à-dire en emploi ou au chômage, parmi l'ensemble des jeunes.

Le taux de chômage est la part des chômeurs parmi les actifs.

Trois ans après leur sortie du système éducatif, 77 % des jeunes de Paca sont en emploi.

Ils sont 13 % au chômage, soit un peu plus que la moyenne nationale (tableau 18 et graphiques 10 à 13). Ils sont ainsi très massivement présents sur le marché du travail, puisque le taux d'activité varie de 78 % à 97 %. Bien entendu, la situation des jeunes de Paca est très variable selon leur niveau d'études.

Seuls 43 % des jeunes non qualifiés de Paca sont en emploi.

Ce chiffre est beaucoup plus faible que la moyenne nationale (59 %). Dès lors que les jeunes ont suivi une formation professionnelle de niveau V, qu'ils soient titulaires ou non d'un CAP ou d'un BEP, ils sont autour de 70 % en emploi. Si la proportion de jeunes en emploi augmente ensuite avec le niveau d'études, on note que les Bac +2 s'insèrent plus rapidement que les sortants du second cycle supérieur.

Les formations professionnalisantes bénéficient d'une meilleure insertion.

Les spécialités de formation ne sont guère discriminantes quant à l'accès à l'emploi. Seule exception, la filière médicale et sociale qui se distingue par une proportion de jeunes en emploi nettement supérieure aux autres titulaires des diplômes de niveau III. En revanche, plus le diplôme a une finalité professionnalisante, plus rapide est l'insertion, comme en témoignent les jeunes titulaires d'un Bac professionnel ou d'un Bac technologique. Ils sont mieux placés que ceux ayant poursuivi leurs études au-delà du Bac général sans obtenir de diplôme.

La finalité professionnelle du diplôme obtenu et le niveau d'étude sont des facteurs favorisant l'accès à l'emploi. Celui-ci, trois ans après l'école, reste moins fréquent en région qu'au plan national. En revanche, la tendance à la reprise de formation y est plus marquée, notamment pour les non-diplômés.

TABEAU 18 SITUATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN JUIN 2001 (%)

	Actifs		Inactivité ou service national		Formation ou reprise d'études	Total	Effectif
	Emploi	Chômage					
Non-qualifiés	43	35	15	7	100	4 024	
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	68	18	8	6	100	5 333	
CAP ou BEP	72	21	4	3	100	8 961	
Tertiaire	71	19	5	5	100	4 152	
Industriel	74	22	3	1	100	4 809	
Bac non diplômés	74	16	5	5	100	1 868	
Bac professionnel ou technologique	80	10	4	6	100	5 609	
Tertiaire	80	9	5	6	100	4 028	
Industriel	80	11	3	5	100	1 581	
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	75	9	5	12	100	7 499	
DEUG non diplômés, Bac général	69	11	5	15	100	5 098	
BTS et DUT non diplômés	86	6	4	5	100	2 401	
Bac +2	91	4	3	3	100	7 925	
Diplômés de la santé et du social	98	0	1	0	100	1 492	
DEUG, DEUST...	84	8	3	6	100	1 283	
BTS, DUT tertiaire	91	4	2	3	100	3 232	
BTS, DUT industriel	90	4	3	2	100	1 918	
2nd cycle	85	8	3	4	100	1 133	
Lettres et sciences humaines	86	8	2	4	100	2 886	
Droit, économie, gestion, AES	84	10	3	3	100	1 031	
Maths, sciences et technique	87	5	3	5	100	803	
3^e cycle et écoles	92	5	1	1	100	4 062	
Lettres et sciences humaines	94	5	0	1	100	972	
Droit, économie, gestion, AES, écoles	93	5	1	1	100	1 693	
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	90	6	2	2	100	1 397	
Ensemble	77	13	5	5	100	50 001	
Femme	73	13	7	7	100	24 673	
Homme	80	14	3	4	100	25 328	
France	82	10	4	4	100	741 725	

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Ce sont plutôt les Bac +1 ou Bac +2 non diplômés qui reprennent des études, ou suivent un stage de formation.

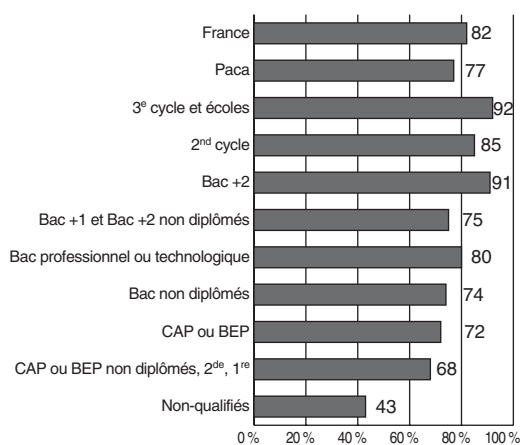
Trois ans après leur sortie du système éducatif, 5 % des jeunes suivent un stage de formation ou ont repris des études. Il s'agit surtout des non-diplômés, avec là encore un effet de niveau important puisque 7 % des jeunes non qualifiés sont dans ce cas, alors que cela concerne 15 % de ceux des filières générales n'ayant pas obtenu de diplôme de niveau Bac +2.

Enfin, parmi les non-qualifiés, 15 % sont inactifs. La moitié des jeunes de Paca n'ayant aucune qualification reconnue se trouve donc, soit au chômage soit en situation d'inactivité, proportion qui correspond à un peu plus d'un tiers au niveau national.

Les femmes s'insèrent toujours moins vite que les hommes.

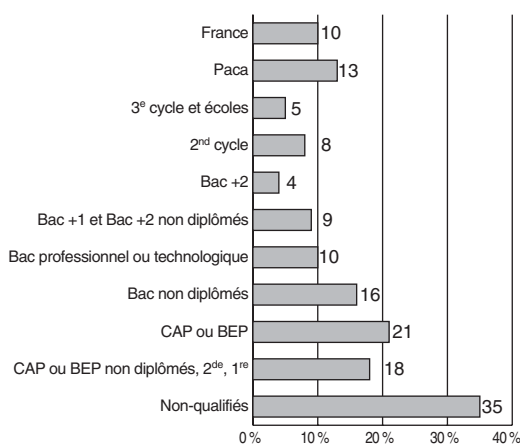
Quel que soit leur niveau de sortie du système éducatif, les jeunes femmes s'insèrent moins rapidement sur le marché du travail (tableau 19). Toutefois, l'écart avec les hommes est peu significatif pour les jeunes femmes de la Génération 98 titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Le taux d'activité des jeunes filles est nettement plus faible à tous les autres niveaux. La différence est manifeste concernant le taux de chômage des jeunes filles non qualifiées (+15 points).

GRAPHIQUE 10 PART DES JEUNES EN EMPLOI EN JUIN 2001



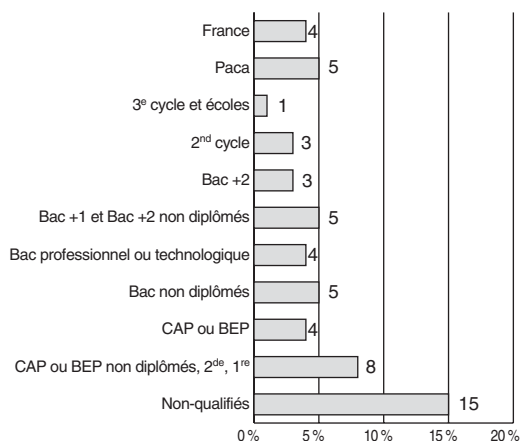
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 11 PART DES JEUNES AU CHÔMAGE EN JUIN 2001



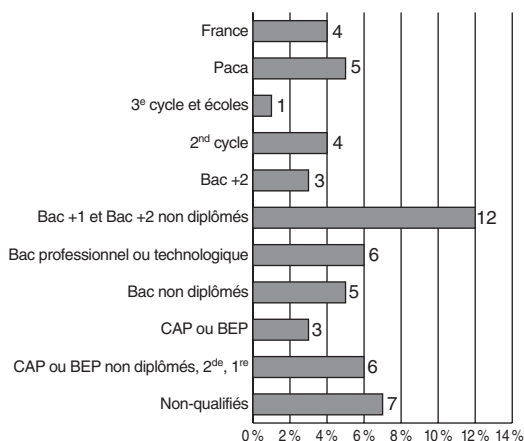
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 12 PART DES JEUNES EN INACTIVITÉ OU AU SERVICE NATIONAL EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 13 PART DES JEUNES EN FORMATION OU EN REPRISE D'ÉTUDES EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

TABEAU 19 TAUX DE CHÔMAGE ET TAUX D'ACTIVITÉ DES GARÇONS ET DES FILLES EN JUIN 2001 (%)

	Taux d'activité			Taux de chômage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Ensemble
Non-qualifiés	72	83	78	54	39	45
CAP ou BEP non diplômés, 2 ^{de} , 1 ^{re}	76	92	86	24	20	21
CAP ou BEP	87	97	93	24	22	23
Bac non diplômés	86	93	90	21	15	17
Bac professionnel ou technologique	87	93	90	13	9	11
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	81	87	84	14	7	11
Bac +2	94	96	95	3	5	4
2 nd cycle	92	96	93	10	6	9
3 ^e cycle et écoles	97	98	98	7	4	6
Ensemble	87	93	90	15	15	15
France	89	94	92	13	9	11

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

2 - SIX JEUNES SUR DIX EN EMPLOI À DURÉE INDÉTERMINÉE

L'emploi des jeunes en début de vie active est d'autant plus stable que leur niveau d'étude est élevé. Mais du fait du contexte économique, le temps partiel, ou les contrats de courte durée, sont des situations d'emploi plus fréquentes pour les jeunes en région.

Définitions

Un emploi à durée indéterminée (EDI) est un emploi sous contrat à durée indéterminée ou sous statut de fonctionnaire.

Un emploi à durée déterminée (EDD) est un emploi sous contrat à durée déterminée classique, en intérim ou en emploi aidé, c'est-à-dire relevant des mesures publiques (emploi - jeunes, CES, contrat de qualification, d'adaptation ou d'apprentissage).

Près de deux tiers des jeunes en emploi sont en emploi à durée indéterminée.

Trois ans après la sortie du système éducatif, les conditions d'emploi de la Génération 98 sont inégales (tableau 20 et graphiques 14 à 16). Près de 60 % des jeunes en emploi ont un emploi à durée indéterminée. Si une large majorité de diplômés de l'enseignement supérieur ont un emploi à durée indéterminée, cela concerne moins d'une personne sur deux pour les jeunes non qualifiés. Plus d'un tiers de jeunes occupent un emploi à durée déterminée. Cette proportion est d'autant plus forte qu'ils ont un niveau d'études bas.

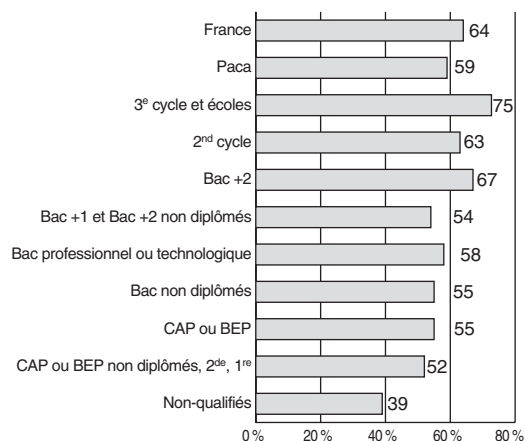
Selon la nature du contrat, le temps partiel concerne de 9 % à 27 % des jeunes sortis du secondaire et de 2 % à 28 % de ceux du supérieur. Il est à noter ici, la part importante de jeunes à temps partiel ayant un diplôme en lettres et sciences humaines (28 %).

En Paca, parmi les jeunes sortants occupant un emploi à durée déterminée, un tiers a bénéficié des emplois aidés (26 % pour l'ensemble de la France) et 14 % d'emplois intérimaires (25 % pour l'ensemble de la France). Ce type de contrat est très fréquent chez les sortants de l'enseignement secondaire. Les sortants de l'enseignement supérieur non diplômés sont nombreux (54 %) à avoir eu des emplois aidés.

Les sortants de formations tertiaires ont plus souvent recours aux emplois à durée déterminée.

Outre le niveau, la spécialité de formation a également des effets sur les conditions d'emploi. Ainsi, les jeunes issus d'une formation tertiaire et d'une discipline littéraire occupent plus souvent un emploi à durée déterminée ou à temps partiel. Leur recrutement s'est fait le plus souvent par le biais d'une mesure publique en faveur de l'emploi des jeunes. En revanche, les sortants du système éducatif ayant une formation industrielle sont entrés plus fréquemment dans l'emploi par le biais d'une agence d'intérim.

GRAPHIQUE 14 PART DES JEUNES EN EDI EN JUIN 2001



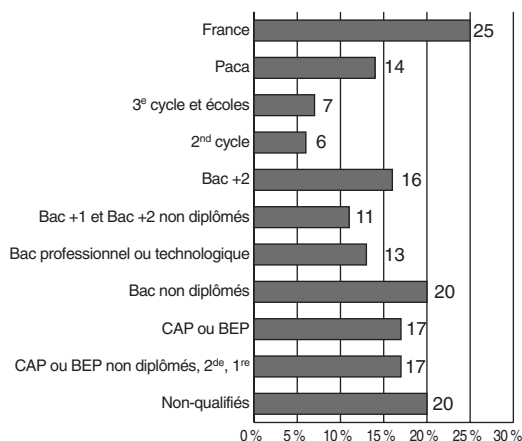
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

TABLEAU 20 CONDITIONS D'EMPLOI DES JEUNES DE LA GÉNÉRATION 98 EN RÉGION EN EMPLOI EN JUIN 2001 (%)

	Statut de l'emploi					Parmi les EDD	
	EDI	EDD	Non salarié	Total	À temps partiel	Emplois aidés	Intérim
Non-qualifiés	39	53	8	100	26	40	20
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	52	44	4	100	23	41	17
CAP ou BEP	55	42	3	100	18	24	17
Tertiaire	49	48	2	100	27	30	8
Industriel	60	37	3	100	10	17	27
Bac non diplômés	55	43	3	100	17	34	20
Bac professionnel ou technologique	58	39	4	100	16	29	13
Tertiaire	57	40	3	100	19	33	9
Industriel	59	35	5	100	9	19	26
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	54	43	4	100	12	54	11
DEUG non diplômés, Bac général	51	45	5	100	14	55	8
BTS et DUT non diplômés	59	39	2	100	9	53	15
Bac +2	67	30	4	100	8	30	16
Diplômés de la santé et du social	75	19	6	100	12	0	24
DEUG, DEUST...	55	37	8	100	10	60	4
BTS, DUT tertiaire	67	31	2	100	8	32	16
BTS, DUT industriel	66	31	3	100	3	20	19
2nd cycle	63	32	5	100	8	34	6
Lettres et sciences humaines	57	39	5	100	21	32	6
Droit, économie, gestion, AES	75	18	7	100	4	45	8
Maths, sciences et technique	72	26	2	100	6	32	3
3^e cycle et écoles	75	18	7	100	8	15	7
Lettres et sciences humaines	44	38	18	100	28	15	10
Droit, économie, gestion, AES, écoles	82	14	4	100	2	12	1
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	87	10	3	100	2	21	6
Ensemble	59	37	4	100	14	35	14
Femme	58	39	3	100	22	30	20
Homme	60	35	5	100	8	39	8
France	64	33	4	100	12	26	25

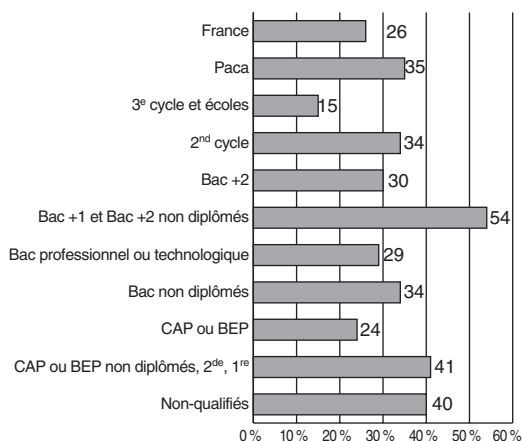
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 15 PART DES JEUNES EN INTÉRIM EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 16 PART DES JEUNES EN EMPLOIS AIDÉS EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

3 - TROUVER UN EMPLOI : UNE PRIORITÉ POUR LA QUASI-TOTALITÉ DES JEUNES

L'appréciation des jeunes sur leur parcours est dépendante de leur situation au moment de l'enquête :

ceux qui n'ont pas d'emploi sont massivement insatisfaits et pessimistes sur leur situation et avenir professionnel. La priorité à l'obtention d'un emploi stable est plus marquée chez les jeunes filles.

Définition

Lors de l'enquête, des questions d'opinion sur le parcours ont été posées aux jeunes. Les réponses à trois d'entre elles sont présentées ici. Il s'agit des questions suivantes :

- au cours des trois dernières années, votre priorité a été plutôt de trouver un emploi stable (1), de faire carrière (2), ou de ménager votre vie hors travail (3) ;
- comment voyez vous votre avenir professionnel : vous êtes plutôt inquiet ? (1), vous êtes plutôt optimiste ? (2) ;
- aujourd'hui, vous diriez : ma situation actuelle me convient (1), ma situation actuelle ne me convient pas (2).

Nous avons croisé les réponses à ces questions avec la situation des jeunes à la date de l'enquête en distinguant les jeunes en emploi et les jeunes inactifs et/ou au chômage.

Parmi les jeunes en emploi en juin 2001 (tableau 21 et graphique 17) :

- 86 % déclarent avoir eu comme priorité au cours des trois dernières années de trouver un emploi stable ou de faire carrière ;
- 82 % déclarent être optimistes sur leur avenir professionnel ;
- 72 % déclarent être satisfaits de leur situation actuelle.

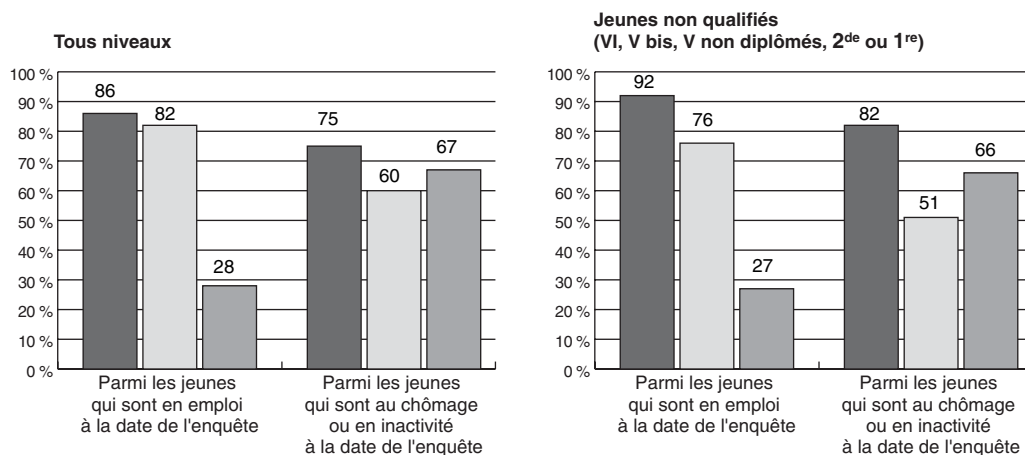
TABLEAU 21 OPINION DES JEUNES SUR LEUR PARCOURS, LEUR SITUATION ET LEUR AVENIR PROFESSIONNEL

	Part (en %) des jeunes ayant eu comme priorité au cours des trois ans de trouver un emploi stable ou de faire carrière		Part (en %) des jeunes plutôt optimistes quant à leur avenir professionnel		Part (en %) des jeunes insatisfaits de leur situation actuelle	
	Parmi les jeunes qui sont en emploi à la date de l'enquête	Parmi les jeunes qui sont au chômage ou en inactivité à la date de l'enquête	Parmi les jeunes qui sont en emploi à la date de l'enquête	Parmi les jeunes qui sont au chômage ou en inactivité à la date de l'enquête	Parmi les jeunes qui sont en emploi à la date de l'enquête	Parmi les jeunes qui sont au chômage ou en inactivité à la date de l'enquête
VI, V bis et CAP et BEP non diplômés, 2 ^{de} ou 1 ^{re}	92	82	76	51	27	66
V, IV et IV plus	89	70	80	65	29	68
Bac +2 et plus	81	76	86	67	26	68
Ensemble	86	75	82	60	28	67
Femme	87	76	80	58	29	63
Homme	86	74	83	63	27	72

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 17 OPINION DES JEUNES EN JUIN 2001

■ Part des jeunes ayant eu comme priorité au cours des trois ans de trouver un emploi stable ou de faire carrière
 □ Part des jeunes plutôt optimistes quant à leur avenir professionnel
 ■ Part des jeunes insatisfaits de leur situation actuelle



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

L'appréciation des jeunes femmes se distingue sensiblement de celle des jeunes garçons.

Lorsqu'elles sont en situation d'emploi, elles sont un peu moins optimistes (80 %) et un peu moins satisfaites (71 %), tendance que l'on retrouve également chez les jeunes les moins qualifiés. Les raisons conduisant à cette opinion doivent, sans doute, se rechercher dans les conditions de travail, souvent plus défavorables pour les femmes et pour les moins qualifiés.

Parmi les jeunes au chômage ou en inactivité, en juin 2001 :

- 75 % ont eu comme priorité de trouver un emploi stable depuis leur sortie ;
- 40 % restent pessimistes quant à leur avenir professionnel ;
- 33 % sont cependant satisfaits de leur situation actuelle.

Les jeunes non qualifiés sont les plus pessimistes face à leur avenir professionnel (49 %). Par contre, 34 % s'estiment satisfaits de leur situation actuelle. Parmi eux, les femmes sont plus nombreuses que les hommes.

4 - UN JEUNE SUR DEUX A QUITTÉ LE FOYER FAMILIAL EN DÉBUT DE VIE ACTIVE

Trois ans après leur sortie de formation initiale, 49 % des jeunes vivent chez leurs parents (tableau 22). C'est supérieur à la moyenne nationale, qui est de 43 %. On observe une forte corrélation entre le niveau de qualification obtenu et la situation familiale : alors que 74 % des non-qualifiés vivent encore chez leurs parents, ils ne sont que 13 % chez les diplômés de troisième cycle.

Ceci est à rapprocher de l'âge moyen en 1998 : 17 ans pour les non-qualifiés, 25 ans en moyenne pour les 3^e cycle. Mais, au même âge, les jeunes issus d'un 3^e cycle ont plus souvent quitté le foyer familial que leurs collègues de second cycle.

Parmi ceux qui ne vivent plus chez leurs parents (51 %), seuls les non-qualifiés sont plus nombreux à vivre seuls (18 %) qu'en couple (8 %).

Globalement les jeunes femmes vivent moins longtemps chez leurs parents et vivent plus souvent en couple que les hommes.

TABEAU 22 SITUATION FAMILIALE DES JEUNES EN JUIN 2001

	Âge moyen (en années)	Chez leurs parents	En couple (%)	Seul
Non-qualifiés	17	74	8	18
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	19	69	16	15
CAP ou BEP	19	69	18	13
Tertiaire	19	63	24	13
Industriel	19	74	13	13
Bac non diplômés	21	67	20	14
Bac professionnel ou technologique	21	53	30	18
Tertiaire	21	48	32	20
Industriel	21	63	24	13
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	22	44	31	25
DEUG non diplômés, Bac général	22	42	32	27
BTS et DUT non diplômés	22	49	31	20
Bac +2	22	31	39	30
Diplômés de la santé et du social	24	11	57	32
DEUG, DEUST...	24	25	36	39
BTS, DUT tertiaire	22	37	41	22
BTS, DUT industriel	22	39	25	35
2nd cycle	25	27	43	30
Lettres et sciences humaines	24	27	44	29
Droit, économie, gestion, AES	25	28	42	30
Maths, sciences et technique	24	21	42	37
3^e cycle et écoles	25	13	51	35
Lettres et sciences humaines	27	16	60	24
Droit, économie, gestion, AES, écoles	25	13	49	38
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	25	12	49	39
Ensemble	21	49	29	22
Femme	21	40	37	22
Homme	21	58	21	22
France	21	43	34	22

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

IV. LES MOBILITÉS DANS L'EMPLOI

1 - ACCÈS IMMÉDIAT ET DURABLE POUR PRÈS D'UN JEUNE SUR DEUX

Définition

L'enquête Génération 98 permet d'étudier l'enchaînement des différentes situations qui suivent la sortie du système éducatif au cours des trois premières années.

Globalement, neuf trajectoires types ont été identifiées, regroupées en quatre grandes familles :

- l'accès immédiat et durable à l'emploi ;
- stabilisation différée dans l'emploi ;
- parcours marqué par le chômage ou l'inactivité ;
- retours en formation.

(La méthode de construction des trajectoires est présentée pages 36 à 41 de la publication Céreq, *Quand l'école est finie...*, Premiers pas dans la vie active de la Génération 98, Marseille, 2002)

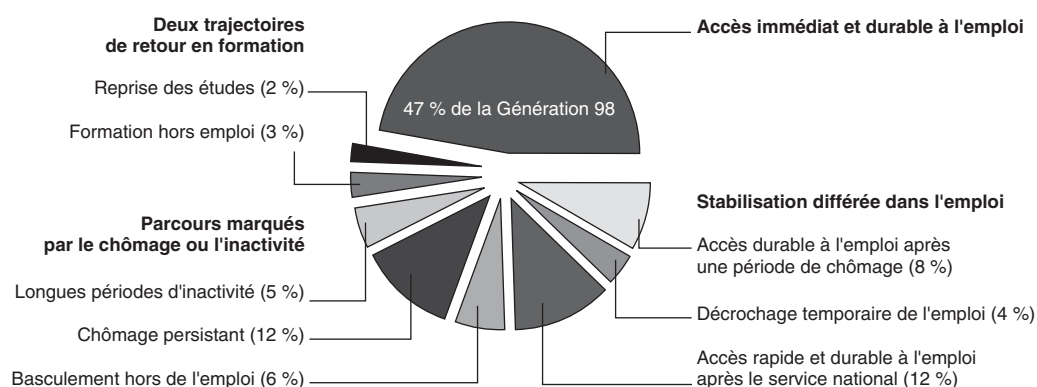
Un accès durable à l'emploi pour sept jeunes sur dix, qu'il soit direct ou non.

71 % des jeunes de la Génération 98 en Paca ont suivi des parcours d'accès direct ou moins direct, mais néanmoins durable, à l'emploi (graphique 18) : 47 % ont eu une trajectoire d'accès immédiat et durable à l'emploi, 24 % ont connu une trajectoire de stabilisation différée dans l'emploi (après le service national, après une période de chômage, après une période de décrochage de l'emploi pour service national différé, par exemple).

Cette génération se démarque ainsi de la tendance nationale, puisque 79 % des jeunes en France ont suivi une trajectoire d'accès à l'emploi durable (graphique 19).

Les trajectoires de mobilité sont marquées par un accès immédiat et durable dans l'emploi pour un jeune sur deux.

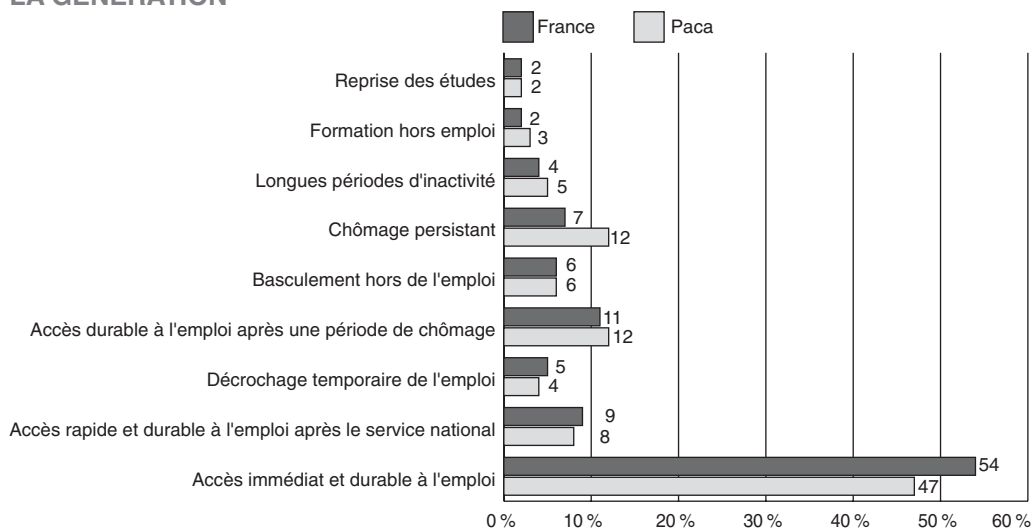
GRAPHIQUE 18 RÉPARTITION DE LA GÉNÉRATION SUR NEUF TRAJECTOIRES



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Cet écart se reporte à l'inverse sur les parcours marqués par le chômage et l'inactivité (23 % en Paca, 17 % en moyenne nationale), et plus particulièrement sur les trajectoires de chômage persistant : 12 % des jeunes de Paca se sont trouvés confrontés à cette situation (périodes de chômage de deux ans et plus, directement à la sortie du système éducatif, ou après des emplois courts de moins de six mois). Sur la France entière, ce taux est de 7 %.

GRAPHIQUE 19 COMPARAISON PACA-FRANCE DES TRAJECTOIRES DE LA GÉNÉRATION



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

2 - UNE RELATIVE STABILITÉ DANS L'EMPLOI

En situation d'emploi, 72 % des jeunes connaissent un ou deux employeurs. Cette relative stabilité dans l'emploi concerne davantage les diplômés de l'enseignement supérieur.

Définition

Une mobilité correspond à un changement d'entreprise, d'établissement employeur, ou à une interruption suivie d'une reprise d'activité chez le même employeur.

Dans l'enquête, les jeunes ont été interrogés sur leur situation mois par mois pendant les 36 mois suivant leur sortie du système éducatif. On connaît donc pour chacun d'entre eux, la succession des séquences d'emploi, de chômage ou d'inactivité, de stage de formation ou de reprise d'études entre juin 1998 et juin 2001.

Le nombre de séquences varie de 1, pour les jeunes n'ayant connu qu'une même situation en trois ans, à 17 pour ceux ayant vécu jusqu'à 17 situations différentes.

Nombre total de séquences	1	2	3	4	5	6	7 et plus	Total
Part de jeunes concernés	18 %	26 %	20 %	15 %	8 %	5 %	7 %	100 %

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Si l'on ne s'intéresse, pour l'instant, qu'aux séquences d'emploi (tableau 23), on relèvera que 9 % des jeunes de la Génération 98 en Paca n'ont jamais eu d'emploi, tandis que cette proportion est de 6 % au niveau national. La plupart des autres ont connu un ou deux employeurs (72 %).

Une mobilité contrastée selon le niveau de formation.

Si les plus stables sont les sortants des 2^e et 3^e cycles du supérieur, puisqu'ils sont plus de la moitié à n'avoir effectué aucune mobilité, il est à noter que la proportion de ceux ayant changé une ou plusieurs fois d'employeur ne varie guère, quel que soit le niveau. Les plus mobiles (ceux qui ont connu au moins quatre employeurs) sont les jeunes de niveau Bac sans le diplôme.

TABLEAU 23 LES MOBILITÉS ENTRE JUIN 1998 ET JUIN 2001 (%)

	Aucun emploi	Nombre de mobilités				Total
		Aucune	Une	Deux	Trois ou plus	
Non-qualifiés	38	36	16	5	5	100
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	14	44	21	12	9	100
CAP ou BEP	9	45	26	12	8	100
Tertiaire	7	42	32	12	8	100
Industriel	10	48	22	12	9	100
Bac non diplômés	9	45	23	11	13	100
Bac professionnel ou technologique	6	43	30	14	8	100
Tertiaire	5	43	31	13	8	100
Industriel	7	44	27	17	6	100
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	9	48	25	10	7	100
DEUG non diplômés, Bac général	11	51	20	10	7	100
BTS et DUT non diplômés	5	42	36	10	8	100
Bac +2	2	42	32	14	9	100
Diplômés de la santé et du social	0	49	32	8	11	100
DEUG, DEUST...	6	50	29	8	8	100
BTS, DUT tertiaire	2	41	31	14	12	100
BTS, DUT industriel	1	34	37	22	5	100
2nd cycle	4	52	29	11	3	100
Lettres et sciences humaines	4	54	29	9	3	100
Droit, économie, gestion, AES	4	46	30	15	5	100
Maths, sciences et technique	5	53	30	11	1	100
3^e cycle et écoles	2	52	33	10	3	100
Lettres et sciences humaines	1	53	33	9	3	100
Droit, économie, gestion, AES, écoles	2	50	35	11	3	100
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	2	53	32	11	2	100
Ensemble	9	45	27	11	7	100
Femme	10	46	26	11	7	100
Homme	8	45	27	12	8	100
France	6	42	30	13	9	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

3 - UN ACCÈS PLUS RAPIDE AU PREMIER EMPLOI

Les conditions d'accès au premier emploi diffèrent peu en Paca et au niveau national. La moitié des jeunes ont mis moins de deux mois pour accéder à leur premier emploi. Il s'agit dans deux cas sur trois d'emplois temporaires ou précaires.

Définition

Le temps médian d'accès au premier emploi est le temps mis par 50 % des jeunes pour accéder à leur premier emploi.

Les premiers emplois occupés durant les vacances de l'été 1998 (ou "jobs" d'été) ne sont pas pris en compte dans le calcul des indicateurs.

À l'instar de la France, la moitié des jeunes ont mis moins de deux mois pour accéder à leur premier emploi.

Le temps médian d'accès au premier emploi (tableau 24) varie assez peu selon les niveaux de formation (entre un et deux mois) sauf pour les non-qualifiés (trois mois) et les CAP ou BEP non diplômés (quatre mois).

TABLEAU 24 TEMPS D'ACCÈS AU PREMIER EMPLOI ET CONDITIONS D'EMPLOI

	Temps médian d'accès au premier emploi en nb. de mois	Contrat à l'embauche (%)		
		EDD	Aidé	À temps partiel
Non-qualifiés	3	73	18	34
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	4	70	11	28
CAP ou BEP	2	70	10	27
Tertiaire	2	70	14	43
Industriel	2	71	7	12
Bac non diplômés	2	71	10	27
Bac professionnel ou technologique	2	71	13	28
Tertiaire	2	72	15	33
Industriel	1	67	8	15
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	2	68	18	30
DEUG non diplômés, Bac général	2	66	19	33
BTS et DUT non diplômés	2	70	18	25
Bac +2	1	68	8	17
Diplômés de la santé et du social		58	1	13
DEUG, DEUST...		65	20	28
BTS, DUT tertiaire	2	70	9	17
BTS, DUT industriel	1	76	5	15
2nd cycle	2	57	11	24
Lettres et sciences humaines	2	60	12	29
Droit, économie, gestion, AES	2	55	11	19
Maths, sciences et technique	2	53	7	15
3^e cycle et écoles	0	44	6	13
Lettres et sciences humaines		52	6	29
Droit, économie, gestion, AES, écoles	1	44	10	11
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	1	37	3	5
Ensemble	2	66	12	25
Femme	2	67	14	36
Homme	2	65	9	15
France	2	67	10	21

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Le premier emploi est temporaire pour deux jeunes sur trois (66 % contre 67 % en France).

Le contrat temporaire constitue le mode d'entrée dominant dans l'emploi pour la plupart des jeunes. Seuls les jeunes issus du troisième cycle en maths, sciences et techniques ou d'écoles d'ingénieur se différencient fortement de l'ensemble de la Génération 98 sur ce critère. Ils ne sont que 37 % à 44 % à entrer dans l'emploi avec un contrat temporaire. Jusqu'au niveau Bac +2, la part des emplois temporaires est élevée. Elle varie entre 58 % et 73 %.

En Paca, le premier emploi est, dans 12 % des cas, un contrat aidé, contre 10 % en France.

Les emplois aidés représentent de moins de 10 % pour un troisième cycle jusqu'à 20 % pour un Bac +2 (DEUG et DEUST). On note qu'ils bénéficient également aux jeunes de niveau Bac +1 et Bac +2 non diplômés (18 %). À l'inverse, ils ne concernent quasiment pas les diplômés de la santé et du social (1 %).

Le premier emploi est dans 25 % des cas à temps partiel (21 % au niveau national).

Les jeunes entrant dans la vie active connaissent les mêmes conditions d'emploi que l'ensemble de la population salariée de Paca où le temps partiel est plus fréquent que le reste de la France¹⁷. La part des premiers emplois à temps partiel varie de 5 % (3^e cycle maths, sciences et techniques ou école d'ingénieur) à 43 % (CAP et BEP tertiaire). Les emplois à temps partiel concernent un tiers des non-qualifiés et pas loin de 30 % des non-diplômés (CAP ou BEP non diplômés, Bac non diplômés, et Bac +1 et Bac +2 non diplômés). Les temps partiels sont très développés pour les diplômés du tertiaire. Ils le sont également chez les femmes (36 % contre 15 % chez les hommes).

4 - DE FORTES DISPARITÉS SALARIALES

Définition

Les salaires sont les rémunérations mensuelles nettes déclarées, ou estimées, primes incluses.

Ils sont exprimés en euros.

Le salaire médian est le salaire qui partage la population des jeunes en deux parties : la moitié des jeunes gagnent plus et l'autre moitié moins que ce salaire médian.

Des niveaux de salaires fortement reliés aux niveaux de formation.

Les salaires ont tendance à augmenter avec le niveau d'études et sont plus élevés pour les spécialités industrielles (tableau 25 et graphique 20). La fourchette des salaires varie du simple au double.

Les salaires de début de carrière — que ce soit le salaire du premier emploi ou encore le salaire trois ans après la sortie — sont fortement corrélés au niveau de formation.

Le salaire médian croit avec le niveau : 810 euros pour les non-qualifiés et 1 443 euros pour les troisième cycle (salaire à l'embauche du premier emploi) ; 872 euros pour les non-qualifiés à 1 832 euros pour les troisième cycle (salaire en juin 2001).

Les salaires augmentent avec le niveau d'étude. Les jeunes issus de spécialités industrielles ont un niveau de salaire supérieur à ceux venant des formations du tertiaire.

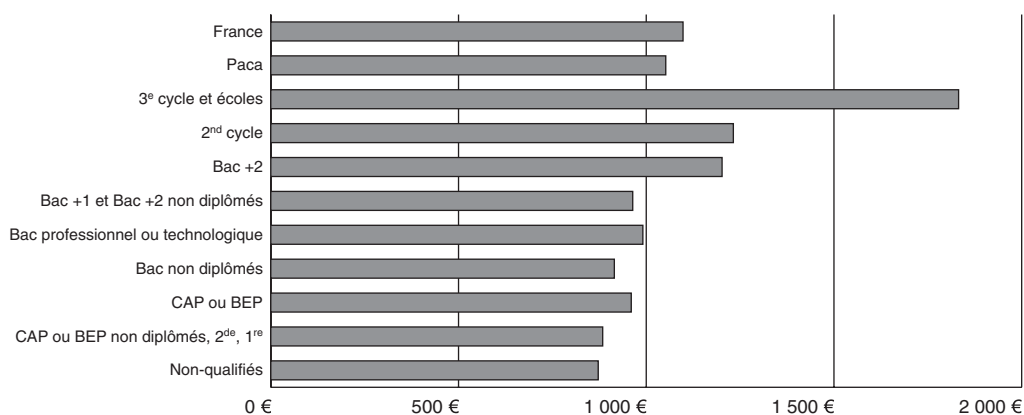
¹⁷ - Voir le tableau 5 en page 16 de ce document.

TABLEAU 25 SALAIRES MENSUELS NETS MÉDIANS DU PREMIER EMPLOI ET DE L'EMPLOI EN JUIN 2001

	Salaire médian à l'embauche au premier emploi	Salaire médian à la date de l'enquête
(en euros, primes incluses)		
Non-qualifiés	810	872
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	824	884
CAP ou BEP	838	960
Tertiaire	810	884
Industriel	915	991
Bac non diplômés	854	915
Bac professionnel ou technologique	854	991
Tertiaire	827	976
Industriel	963	1 067
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	840	964
DEUG non diplômés, Bac général	838	930
BTS et DUT non diplômés	854	991
Bac +2	960	1 202
Diplômés de la santé et du social	1 313	1 446
DEUG, DEUST...	871	1 098
BTS, DUT tertiaire	896	1 090
BTS, DUT industriel	931	1 220
2nd cycle	976	1 232
Lettres et sciences humaines	945	1 147
Droit, économie, gestion, AES	990	1 296
Maths, sciences et technique	1 111	1 363
3^e cycle et écoles	1 443	1 832
Lettres et sciences humaines	1 311	1 677
Droit, économie, gestion, AES, écoles	1 372	1 829
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	1 599	1 982
Ensemble	884	1 052
Femme	838	973
Homme	915	1 098
France	915	1 098

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 20 SALAIRE DE L'EMPLOI OCCUPÉ EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

À l'intérieur des niveaux de formation, existent des disparités selon la spécialité de formation.

À niveau de formation identique, les salaires des jeunes issus de spécialités tertiaires sont généralement inférieurs aux salaires des jeunes issus de spécialités industrielles. Ceci peut être en partie relié au poids des emplois à temps partiel occupés par les jeunes issus de spécialités tertiaires.

Les jeunes qui ont effectué une première année dans l'enseignement supérieur sans succès ont le salaire médian équivalent au salaire médian des jeunes issus de CAP ou BEP. Leur position dans l'échelle des rémunérations reste quasiment la même trois ans après la sortie.

Les jeunes de niveau Bac +2 diplômés de la santé et du social ont un salaire médian équivalent à celui des jeunes issus de 3^e cycle lettre et sciences humaines.

Dès leur entrée dans la vie active, les femmes gagnent moins que les hommes. Trois ans après, l'écart s'est encore accru pour atteindre 125 euros.

5 - DAVANTAGE DE STABILITÉ DANS L'EMPLOI, TROIS ANS APRÈS

Définition

L'évolution des conditions d'emploi a été calculée en faisant la différence entre les conditions d'emploi en juin 2001 des jeunes qui occupent un emploi et celles à l'embauche du premier emploi.

Une évolution contrastée des conditions d'emploi en trois ans.

Comme les salaires, les conditions d'emploi évoluent entre le contrat à l'embauche pour le premier poste de travail et l'emploi en juin 2001 (tableau 26). Le poids des contrats à durée déterminée est réduit de 44 % : ils passent de 66 % à 37 % des emplois. Cette réduction est plus importante chez les hommes (48 %) et au niveau national (51 %). On observe qu'elle est plus marquée chez les diplômés de l'enseignement supérieur, soulignant par là même une plus grande stabilisation de cette population.

Le poids des contrats à temps partiel passe de 25 % à 14 % des emplois. La diminution est quasi semblable à celle de la France. Elle est plus importante chez les hommes (47 % contre 39 % chez les femmes). Enfin, ces emplois sont plus élevés chez les femmes (22 % contre 8 %).

Les conditions d'emploi s'améliorent avec le temps. On observe plus de stabilité, avec un poids plus faible des contrats à durée déterminée.

6 - RÔLE PRÉPONDÉRANT DES CINQ PREMIERS SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA RÉGION

Définition

Le secteur d'activité du premier employeur a, dans trois quart des cas, été inféré à partir du nom, de la commune d'implantation, de l'activité principale de l'entreprise. Dans un quart des cas, il a été indiqué par le jeune interrogé, qui a choisi dans une liste d'activités celle correspondant le mieux à son employeur.

Pour les jeunes en intérim, l'employeur est l'entreprise dans laquelle ils effectuent leur mission.

On observe une forte concentration des recrutements dans les cinq premiers secteurs d'activité de la région. Trois ans après, seule la hiérarchie de ces cinq secteurs a changé.

TABEAU 26 ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'EMPLOI ENTRE LE CONTRAT À L'EMBAUCHE DU PREMIER EMPLOI ET LE CONTRAT EN JUIN 2001 (%)

	Part des EDD			Part des emplois à temps partiel		
	Lors du premier emploi	À la date de l'enquête	Évolution	Lors du premier emploi	À la date de l'enquête	Évolution
Non-qualifiés	73	53	-27	34	26	-24
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	70	44	-37	28	23	-18
CAP ou BEP	70	42	-40	27	18	-33
Tertiaire	70	48	-31	43	27	-37
Industriel	71	37	-48	12	10	-17
Bac non diplômés	71	43	-39	27	17	-37
Bac professionnel ou technologique	71	39	-45	28	16	-43
Tertiaire	72	40	-44	33	19	-42
Industriel	67	35	-48	15	9	-40
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	68	43	-37	30	12	-60
DEUG non diplômés, Bac général	66	45	-32	33	14	-58
BTS et DUT non diplômés	70	39	-44	25	9	-64
Bac +2	68	30	-56	17	8	-53
Diplômés de la santé et du social	58	19	-67	13	12	-8
DEUG, DEUST...	65	37	-43	28	10	-64
BTS, DUT tertiaire	70	31	-56	17	8	-53
BTS, DUT industriel	76	31	-59	15	3	-80
2nd cycle	57	32	-44	24	8	-67
Lettres et sciences humaines	60	39	-35	29	21	-28
Droit, économie, gestion, AES	55	18	-67	19	4	-79
Maths, sciences et technique	53	26	-51	15	6	-60
3^e cycle et écoles	44	18	-59	13	8	-38
Lettres et sciences humaines	52	38	-27	29	28	-3
Droit, économie, gestion, AES, écoles	44	14	-68	11	2	-82
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	37	10	-73	5	2	-60
Ensemble	66	37	-44	25	14	-44
Femme	67	39	-42	36	22	-39
Homme	65	34	-48	15	8	-47
France	67	33	-51	21	12	-43

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

C'est dans le commerce que les jeunes de Paca sont les plus nombreux à trouver leur premier emploi.

On peut même parler d'un secteur d'activité accueillant, puisque la probabilité d'y vivre sa première expérience professionnelle est forte pour tous les jeunes, qu'ils soient sortis du système éducatif sans qualification, avec une qualification moyenne ou une qualification supérieure (tableau 27 et graphique 21).

Toutefois, pour huit jeunes sur dix, cela sera dans le cadre d'un emploi à durée déterminée ou d'une mission d'intérim. Le secteur de l'éducation, santé et action sociale est aussi très attractif, mais surtout à partir du niveau Bac +2, puisqu'il accueille un jeune sur quatre sortant de l'enseignement supérieur ; c'est aussi le secteur qui embauche le plus de filles. Viennent ensuite les secteurs des services aux particuliers, recrutant davantage aux premiers niveaux de qualification, et des services aux entreprises, recourant surtout aux jeunes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Ce sont donc bien les secteurs d'activité les plus importants de la région (poids des emplois selon l'activité économique tableau 1, partie I), qui accueillent la très grande majorité des jeunes à leur sortie du système éducatif (72 % des recrutements).

TABEAU 27 LE SECTEUR D'ACTIVITÉ DU PREMIER EMPLOYEUR (%)

	Niveaux de formation						Part de filles	Embauches en contrat	
	Ensemble	Non-qualifiés	CAP ou BEP	Bac	Bac +2	2 ^e ou 3 ^e cycle		à durée déterminée	d'intérim
Agriculture, sylviculture, pêche	2	3	2	2	1	ns	26	63	8
Industries agricoles et alimentaires	4	12	5	3	3	ns	32	77	32
Industries des biens de consommation	2	2	2	2	2	5	50	69	18
Industrie automobile	ns		ns	ns	ns	1	19	42	15
Industries des biens d'équipements	2	ns	2	2	3	3	19	70	28
Industries des biens intermédiaires	4	2	5	4	4	3	29	74	28
Énergie	1	ns	ns	1	1	1	43	67	31
Construction	7	13	14	5	3	1	11	68	37
Commerce	20	17	20	25	18	12	54	66	15
Transports	3	3	2	3	4	3	45	78	26
Activités financières	2	1		2	5	4	61	76	15
Activités immobilières	1	5	ns	ns	1	1	50	72	6
Services aux entreprises	13	9	9	13	13	23	42	52	13
Services aux particuliers	13	15	18	14	7	7	52	53	4
Éducation, santé, action sociale	18	11	11	15	28	27	77	72	3
Administration	8	5	7	9	6	8	44	77	4
Indéterminé	1	2	1	1	ns	1	35	80	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	49	66	14

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Trois ans après, cette concentration dans les cinq premiers secteurs d'activité se confirme.

Aucun autre secteur de moindre importance n'a pu attirer massivement des jeunes aux premières années de leur vie professionnelle (tableau 28 et graphique 22). En revanche, la répartition des jeunes dans les secteurs les plus importants a évolué. Comme le montrent les deux graphiques, le secteur de l'éducation, santé et action sociale devient le premier recruteur et, comme l'administration, il intègre davantage des jeunes ayant déjà occupé un premier emploi que des jeunes sortant directement de l'école. Les postes ne sont pas stabilisés pour autant, puisqu'il s'agit essentiellement de contrats à durée déterminée (66 % et 71 %). Enfin, les services aux particuliers ne retiennent pas systématiquement les jeunes à qui ils avaient offert un premier emploi.

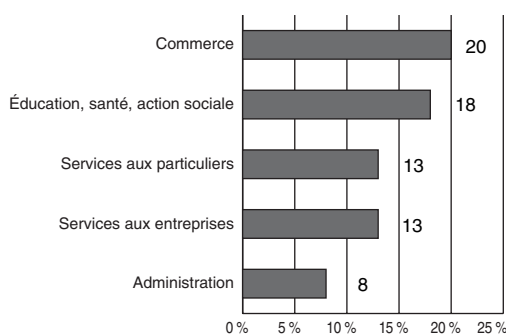
TABLEAU 28 LE SECTEUR D'ACTIVITÉ EN JUIN 2001 (%)

	Niveaux de formation						Part de filles	Embauches en contrat	
	Ensemble	Non-qualifiés	CAP ou BEP	Bac	Bac +2	2 ^e ou 3 ^e cycle		à durée déterminée	d'intérim
Agriculture, sylviculture, pêche	2	5	3	1	1	ns	24	52	6
Industries agricoles et alimentaires	2	5	4	2	1	2	39	51	13
Industries des biens de consommation	2	1	2	2	2	4	56	60	11
Industrie automobile	ns		ns	ns	ns	1	19	42	17
Industries des biens d'équipements	2	1	3	3	2	2	17	65	27
Industries des biens intermédiaires	5	3	6	5	6	3	20	64	21
Énergie	1		ns	1	2	1	34	45	12
Construction	6	13	12	5	4	1	13	54	14
Commerce	16	17	19	23	11	8	50	50	9
Transports	4	3	2	4	5	3	53	60	13
Activités financières	3	1		2	7	3	55	54	9
Activités immobilières	1	5	1	1	1	1	54	65	6
Services aux entreprises	14	8	9	11	15	26	38	40	10
Services aux particuliers	9	15	14	9	6	4	50	52	4
Éducation, santé, action sociale	21	13	14	18	29	30	75	66	2
Administration	11	8	11	12	9	10	42	71	1
Indéterminé	1	1	1	1	ns	ns	26	65	25
Ensemble	100	100	100	100	100	100	47	57	8

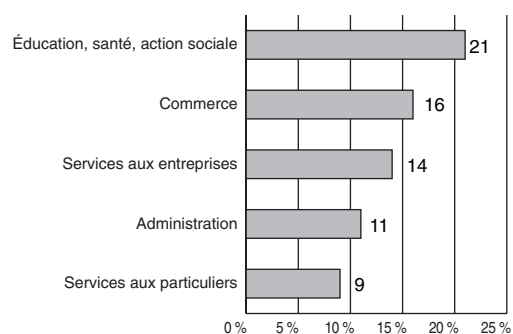
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUES 21 ET 22 GRAPHIQUES EN %

LES CINQ SECTEURS D'ACTIVITÉ DU PREMIER EMPLOYEUR LES PLUS IMPORTANTS



LES CINQ SECTEURS D'ACTIVITÉ LES PLUS IMPORTANTS EN JUIN 2001



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

7 - UNE UTILISATION DIFFÉRENCIÉE DE L'INTÉRIM ET DES CONTRATS AIDÉS

Définition

Les contrats d'apprentissage repérés dans les trois ans de parcours concernent uniquement des jeunes ayant connu d'autres situations avant de devenir apprentis. Ils ne sont pas comptabilisés dans les reprises d'études.

7.1 - LES JEUNES ONT PEU RECOURS À L'INTÉRIM...

Une utilisation de l'intérim qui ne semble pas reliée aux niveaux de formation.

Parmi les jeunes de Génération 98 ayant occupé un emploi au cours de leurs trois premières années de vie active, 19 % ont eu au moins un contrat d'intérim (contre 28 % en France). Cet écart est très certainement à relier à la place secondaire qu'occupe dans la région l'industrie (qui recourt massivement au travail temporaire).

Les jeunes qui sont passés par l'intérim ne sont pas issus d'un niveau de formation spécifique (graphique 23). Ainsi 22 % ont un CAP ou un BEP et 19 % sont titulaires d'un Bac +2. Ils sont cependant nettement moins nombreux quand le niveau de formation s'élève (2^e cycle, 3^e cycle et écoles).

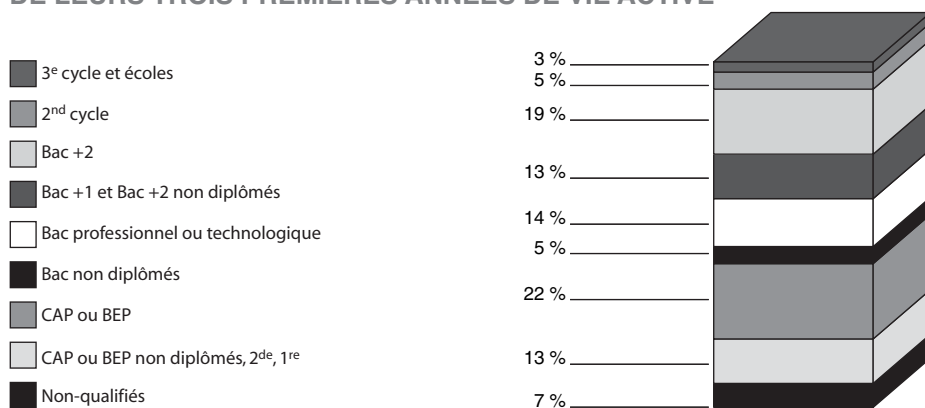
61 % des jeunes qui ont eu au moins un contrat d'intérim sont issus de l'enseignement secondaire, taux identique à la moyenne nationale.

Les moyens d'accès à l'emploi ne jouent pas de la même manière en Paca qu'au niveau national.

Ici, les jeunes font moins appel à l'intérim et utilisent relativement plus les emplois aidés.

Par ailleurs, l'intérim concerne davantage les jeunes de l'enseignement secondaire, tandis que les emplois aidés profiteraient plus aux Bac +1 et Bac +2 non diplômés.

GRAPHIQUE 23 NIVEAU DE FORMATION DES JEUNES PASSÉS PAR L'INTÉRIM AU COURS DE LEURS TROIS PREMIÈRES ANNÉES DE VIE ACTIVE



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

7.2 - ... MAIS DAVANTAGE AUX CONTRATS AIDÉS

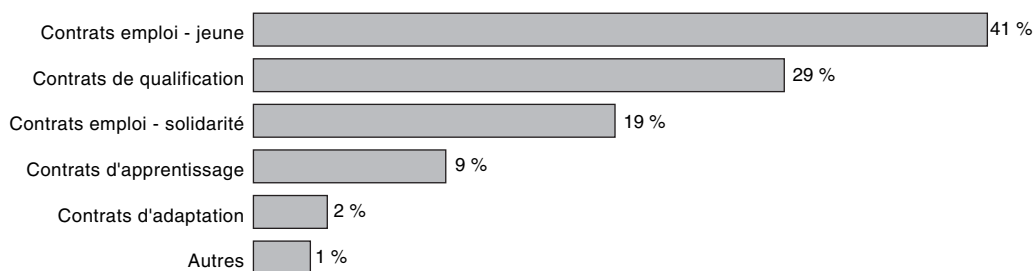
Forte utilisation des contrats emploi - jeune en région.

Parmi les jeunes de la Génération 98 en Paca ayant occupé un emploi au cours de leurs trois premières années passées sur le marché du travail, 18 % d'entre eux ont bénéficié d'un contrat aidé au cours de leur parcours d'insertion (contre 15 % en France).

41 % des jeunes ayant eu un contrat aidé (graphique 24), ont eu un contrat emploi - jeune (38 % en France).

Par contre, les contrats de qualification sont moins souvent utilisés (29 % contre 38 % en France). Il est à noter également l'importance des contrats emploi - solidarité : 19 % en Paca contre 13 % en France.

GRAPHIQUE 24 RÉPARTITION DES CONTRATS AIDÉS



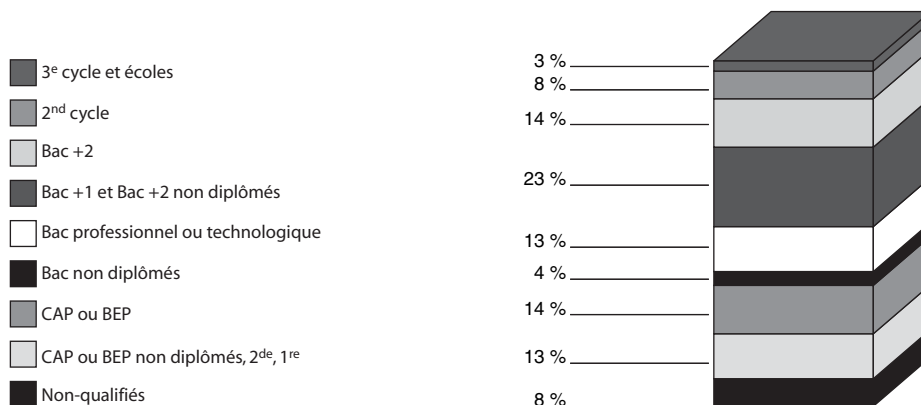
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les sortants de Bac +1 et Bac +2 non diplômés utilisent fortement les contrats aidés.

Les contrats aidés ont bénéficié plutôt aux jeunes sortants de l'enseignement secondaire (52 %). Les sortants de Bac +1 et Bac +2 non diplômés forment cependant le contingent le plus important des bénéficiaires d'un contrat aidé, ces contrats étant essentiellement des contrats de qualification et des contrats emploi - jeune.

Les contrats emploi - solidarité ont plutôt concerné les diplômés de CAP et de BEP (graphique 25). Les contrats d'apprentissage ont bénéficié aux non-qualifiés. 25 % des jeunes de Paca ayant eu un contrat aidé au moins une fois au cours des trois années étaient sortis du système éducatif non qualifiés ou sans diplôme (20 % en France).

GRAPHIQUE 25 NIVEAU DE FORMATION DES JEUNES PASSÉS PAR UN CONTRAT AIDÉ AU COURS DE LEURS TROIS PREMIÈRES ANNÉES DE VIE ACTIVE



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

8 % des jeunes ont bénéficié d'un contrat emploi - jeune au cours de leur parcours d'insertion.

Les contrats emploi - jeune, dont la période de lancement coïncide avec la sortie sur le marché du travail des jeunes de la Génération 98, ont surtout bénéficié aux jeunes sortants de l'enseignement supérieur, diplômés ou non (73 % en Paca), et parmi eux aux bacheliers ayant suivi une année ou deux d'études supérieures sans obtenir de diplôme (45 %).

V. LES AUTRES ÉVÈNEMENTS DU PARCOURS

1 - LES ÉPISODES DE CHÔMAGE ET D'INACTIVITÉ

1.1 - UN JEUNE SUR DEUX A CONNU UNE PÉRIODE DE CHÔMAGE

Définition

Les périodes de chômage sont des temps déclarés comme tels dans le "calendrier professionnel mensuel" renseigné par les jeunes durant l'enquête. Au cours de certaines périodes de chômage, les jeunes ont pu suivre une formation ou se détourner provisoirement d'une recherche d'emploi active. Au cours de périodes déclarées par les jeunes comme de "non-emploi", mais non déclarées comme du chômage, ils ont parfois recherché un emploi. Le chômage repéré dans l'enquête n'est donc pas le chômage au sens du BIT (voir BIT, annexe 4).

Les périodes de chômage ou d'inactivité font partie intégrante du parcours des jeunes de la Génération 98. D'une durée limitée, ces périodes sont mises à profit pour rechercher un emploi.

Presque la moitié des jeunes de la Génération 98 de Paca ont connu le chômage durant les trois premières années de vie active. Parmi eux, quatre jeunes sur dix n'ont pas dépassé les six mois de durée cumulée de chômage. La durée cumulée de chômage a été de plus d'un an dans quatre cas sur dix et a dépassé deux années dans les autres cas.

Une seule séquence de chômage pour les deux tiers des jeunes ayant connu cette situation.

Si plus de deux tiers des jeunes n'ont connu qu'une seule séquence de chômage lors de leur parcours, un peu moins d'un sur dix ont eu plus de trois séquences.

Nombre de séquences de chômage	1	2	3 et plus	Total
Part de jeunes concernés	69 %	22 %	9 %	100 %

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Les jeunes en Paca sont plus souvent confrontés au chômage (49 %) qu'au niveau national (46 %). De plus, la durée de chômage sur le parcours est plus longue (tableau 29). Les risques de se trouver plus longtemps au chômage sont différents selon la formation initiale. La durée totale au chômage supérieure à deux ans est élevée chez les jeunes non qualifiés, les niveaux CAP ou BEP, diplômés ou non. En revanche, les jeunes de niveau Bac et plus sont moins concernés par un chômage durable ou répété.

La part des garçons n'ayant jamais connu le chômage est supérieure à celle des filles (53 % contre 48 %).

La situation au chômage est en lien avec le niveau et la spécialité de formation.

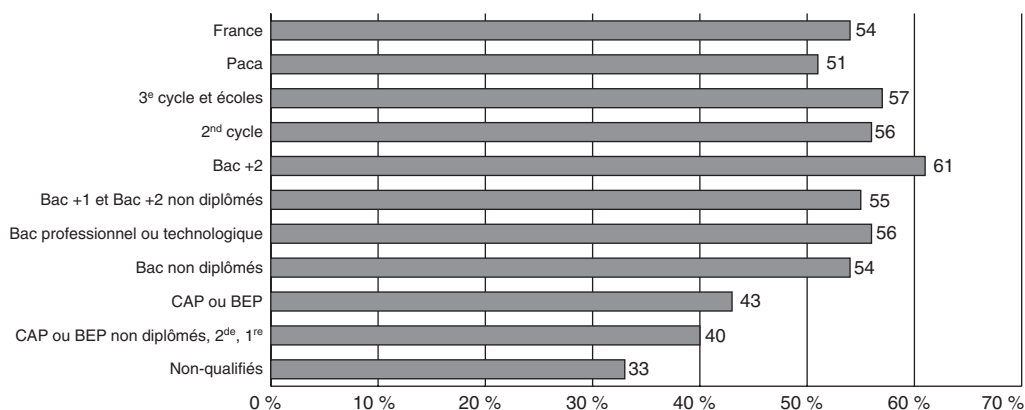
Les jeunes les mieux "préservés" sont les titulaires de Bac professionnel ou technologique, les Bac +2, les 2nd et 3^e cycle (graphique 26). Les jeunes les plus exposés sont les moins et non-qualifiés (niveaux CAP ou BEP, CAP ou BEP non diplômés, non-qualifiés). Mais on constate que des jeunes plus qualifiés (2nd cycle) sont malgré tout confrontés au chômage (durée cumulée de chômage de plus de deux ans).

TABLEAU 29 PART DES JEUNES N'AYANT JAMAIS CONNU LE CHÔMAGE ET DURÉE CUMULÉE DE CHÔMAGE (%)

	Durée cumulée de chômage					Part des jeunes n'ayant jamais connu le chômage
	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	
Non-qualifiés	13	14	38	35	100	33
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	18	26	34	23	100	40
CAP ou BEP	26	25	21	28	100	43
Tertiaire	34	22	27	17	100	36
Industriel	17	27	16	39	100	48
Bac non diplômés	34	23	29	14	100	54
Bac professionnel ou technologique	38	26	28	8	100	56
Tertiaire	37	25	32	7	100	55
Industriel	41	29	19	11	100	59
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	32	34	25	9	100	55
DEUG non diplômés, Bac général	32	32	26	9	100	55
BTS et DUT non diplômés	32	38	22	8	100	55
Bac +2	48	32	17	3	100	61
Diplômés de la santé et du social	83	13	2	2	100	83
DEUG, DEUST...	36	31	26	7	100	57
BTS, DUT tertiaire	49	35	13	3	100	54
BTS, DUT industriel	43	34	21	2	100	58
2nd cycle	35	24	33	8	100	56
Lettres et sciences humaines	33	22	34	11	100	59
Droit, économie, gestion, AES	40	24	33	3	100	47
Maths, sciences et technique	32	29	30	10	100	60
3^e cycle et écoles	51	26	20	3	100	57
Lettres et sciences humaines	52	21	25	2	100	74
Droit, économie, gestion, AES, écoles	54	22	21	3	100	52
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	47	32	16	5	100	53
Ensemble	31	26	27	16	100	51
Femme	32	25	29	15	100	48
Homme	30	27	24	18	100	53
France	42	25	21	12	100	54

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 26 PART DES JEUNES N'AYANT CONNU AUCUNE PÉRIODE DE CHÔMAGE



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

1.2 - UN JEUNE SUR TROIS A CONNU UNE PÉRIODE D'INACTIVITÉ

Définition

Les **périodes d'inactivité** sont des temps, qui durant l'enquête, n'ont pas été déclarés par les jeunes interrogés comme des périodes de travail rémunéré, de service national, de chômage, d'études ou de formation. Cette définition de l'inactivité ne coïncide pas avec celle du BIT, cette dernière se caractérisant en outre par une insuffisance des démarches de recherche d'emploi ou une relative indisponibilité pour occuper un emploi.

Pour 80 % des jeunes ayant connu l'inactivité, celle-ci ne s'est produite qu'en une seule séquence.

Nombre de séquences d'inactivité	1	2	3 et plus	Total
Part de jeunes concernés	80 %	16 %	4 %	100 %

Source : Céreq-Génération 98-traitement ORM.

Le temps passé en inactivité ne dépasse pas une année pour 76 % des jeunes concernés (tableau 30). La durée d'inactivité dans le parcours diffère selon les niveaux de formation. Pour les jeunes issus de l'enseignement supérieur, la durée de l'inactivité dans l'ensemble du parcours ne dépasse guère une année. En revanche, les jeunes non qualifiés s'installent dans l'inactivité, plus longuement.

L'inactivité est plus durable chez les femmes. La durée cumulée d'inactivité de plus de deux ans concerne 12 % des femmes (6 % pour les hommes).

L'inactivité concerne tous les niveaux de formation.

Cependant, le 3^e cycle ne l'est que dans une moindre mesure (graphique 27). La part de jeunes ayant connu l'inactivité varie de 16 % (3^e cycle lettre et sciences humaines) à 53 % (non-qualifiés). Pour les CAP et BEP, et les Bac +2, la spécialité de formation joue assez fortement : les jeunes issus de formations tertiaires ont été plus souvent confrontés à l'inactivité que les jeunes issus de spécialités industrielles.

1.3 - DES PÉRIODES DE CHÔMAGE OU D'INACTIVITÉ MISES À PROFIT POUR RECHERCHER UN EMPLOI

Définition

Les jeunes ont été interrogés :

- sur les démarches de recherche d'emploi effectuées uniquement durant les périodes de non-emploi supérieures à trois mois ;
- sur les démarches de recherche d'emploi et sur leur attitude face à une possible proposition d'emploi uniquement pour les périodes d'inactivité de plus de quatre mois.

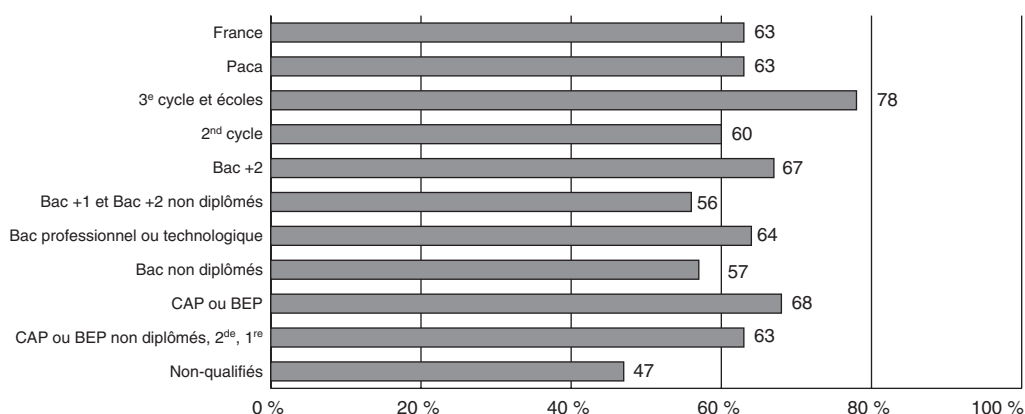
Les jeunes au chômage recourent massivement aux structures d'accompagnement vers l'emploi. En contactant des employeurs et en répondant à des offres d'emploi, cela les conduit, dans six cas sur dix, à un entretien d'embauche. Si les périodes d'inactivité sont à distinguer des périodes de chômage, la moitié des jeunes inactifs restent impliqués dans la recherche d'emploi.

TABLEAU 30 PART DES JEUNES N'AYANT JAMAIS CONNU L'INACTIVITÉ ET DURÉE CUMULÉE D'INACTIVITÉ SUR LE PARCOURS (%)

	Durée cumulée d'inactivité				Part des jeunes n'ayant jamais connu l'inactivité
	De 1 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	
Non-qualifiés	55	27	18	100	47
CAP ou BEP non diplômés, 2^{de}, 1^{re}	60	20	19	100	63
CAP ou BEP	78	16	6	100	68
Tertiaire	72	22	7	100	63
Industriel	86	9	5	100	72
Bac non diplômés	80	15	5	100	57
Bac professionnel ou technologique	82	13	5	100	64
Tertiaire	79	14	7	100	65
Industriel	88	10	2	100	61
Bac +1 et Bac +2 non diplômés	75	17	7	100	56
DEUG non diplômés, Bac général	71	21	8	100	52
BTS et DUT non diplômés	88	7	5	100	64
Bac +2	91	7	2	100	67
Diplômés de la santé et du social	89	10	1	100	71
DEUG, DEUST...	83	8	9	100	67
BTS, DUT tertiaire	92	6	2	100	63
BTS, DUT industriel	95	5		100	69
2nd cycle	78	10	11	100	60
Lettres et sciences humaines	77	9	14	100	58
Droit, économie, gestion, AES	81	14	5	100	63
Maths, sciences et technique	80	11	8	100	65
3^e cycle et écoles	93	6	1	100	78
Lettres et sciences humaines	100			100	84
Droit, économie, gestion, AES, écoles	90	9	1	100	75
Maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	93	6	1	100	76
Ensemble	76	15	9	100	63
Femme	72	17	12	100	62
Homme	80	14	6	100	64
France	83	11	6	100	63

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 27 PART DES JEUNES N'AYANT CONNU AUCUNE PÉRIODE D'INACTIVITÉ



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

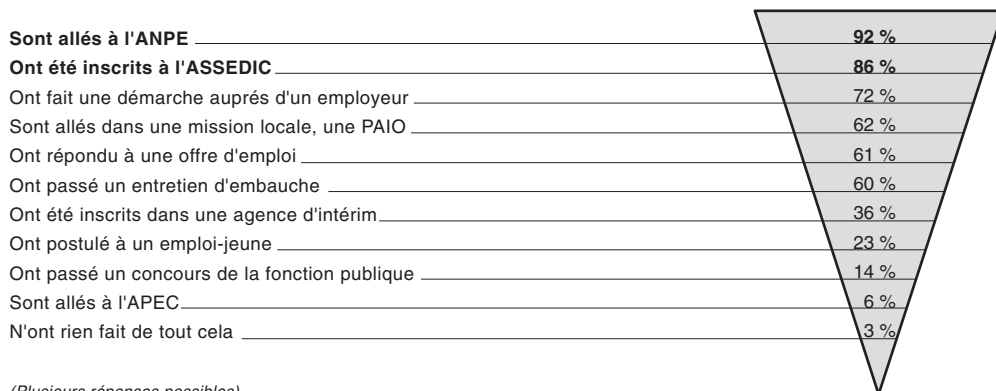
Les jeunes au chômage sollicitent fortement les différentes structures d'accompagnement.

Plus de neuf jeunes sur dix ayant connu une période de chômage supérieure à trois mois se sont adressés à l'ANPE (graphique 28). Ils sont presque aussi nombreux à s'être inscrits aux Assedic, tandis que six sur dix se sont tournés vers une mission locale - PAIO¹⁸. L'Apec, ne concernant que les jeunes issus de l'enseignement supérieur, n'a été que très peu sollicitée.

Parallèlement, plus de sept jeunes sur dix ont contacté un employeur pour trouver un emploi et six sur dix ont répondu à une offre. Cela s'est traduit dans six cas sur dix par un entretien d'embauche. Près de quatre jeunes sur dix sont passés par une agence d'intérim dans l'espoir de trouver du travail et plus de deux sur dix ont été intéressés par un emploi-jeune.

GRAPHIQUE 28 DÉMARCHES EFFECTUÉES

Lors de la première période de chômage de plus de trois mois



(Plusieurs réponses possibles)

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Jeunes femmes et jeunes hommes au chômage font appel aux structures d'accompagnement dans les mêmes proportions (tableau 31).

TABLEAU 31 LE RECOURS AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI SELON LE SEXE LORS DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE CHÔMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS (%)

	ANPE	ML - PAIO	APEC
Femme	93	61	8
Homme	92	62	5
Ensemble	92	62	6

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Six jeunes inactifs sur dix ont effectué au moins une démarche pour trouver un emploi.

Un jeune sur deux étant en inactivité pour une durée de plus de quatre mois s'est adressé à l'ANPE et quatre jeunes sur dix dans la même situation se sont inscrits aux Assedic (graphique 29). Les démarches auprès d'un employeur, les réponses à des offres d'emploi, les entretiens d'embauche, ou encore les inscriptions en agence de travail temporaire, témoignent aussi de la volonté de ces jeunes en inactivité de trouver un emploi.

¹⁸ - Permanence d'accueil, d'information et d'orientation.

Bien sûr, ces démarches sont moins systématiques que celles engagées par les jeunes chômeurs, mais elles incitent à relativiser la notion d' "inactivité". Il est probable que pour beaucoup de ces jeunes les périodes d'inactivité soient assimilables à des périodes de chômage non indemnisé.

65 % des jeunes ayant vécu une période d'inactivité déclarent qu'ils auraient été prêts, en se trouvant dans cette situation, à accepter un emploi leur convenant parfaitement ou un emploi leur convenant moins (graphique 30). Cette proportion se réduit nettement dans deux cas : celui des jeunes titulaires d'un diplôme du second cycle (dont la plupart sont titulaires d'un diplôme général de l'enseignement supérieur) et celui des jeunes ne pouvant se prévaloir d'aucune qualification.

Les jeunes femmes au chômage font autant appel que les jeunes hommes aux structures d'accompagnement (tableau 32). En revanche, quand elles sont en inactivité, elles s'adressent plus systématiquement à l'ANPE que leurs homologues masculins.

Cette fois, c'est l'idée reçue d'une inactivité spécifiquement féminine qui est à interroger au regard de cette forte motivation à trouver un emploi.

1.4 - UNE SOLLICITATION IMPORTANTE DES STRUCTURES D'ACCUEIL

Un recours aux structures d'accueil fortement lié aux niveaux de formation.

L'ANPE et les missions locales - PAIO accueillent les jeunes de tous niveaux de formation (tableau 33). Concernant l'ANPE, cet accueil est à peu près équivalent pour chaque niveau.

En revanche, les jeunes les moins qualifiés se dirigent davantage vers les missions locales et les PAIO.

Si tous les jeunes chômeurs ou inactifs issus de l'enseignement supérieur se tournent vers l'Apec, 23 % d'entre eux s'adressent aussi à l'ANPE et 17 % aux missions locales.

2 - REPRISES D'ÉTUDES ET STAGES DE FORMATION CONTINUE HORS EMPLOI

Définitions

Les reprises d'études correspondent à des temps d'études à temps plein (ce qui exclu donc les formations par apprentissage) dans un établissement scolaire ou universitaire, intervenant plus de douze mois après la fin de la formation initiale.

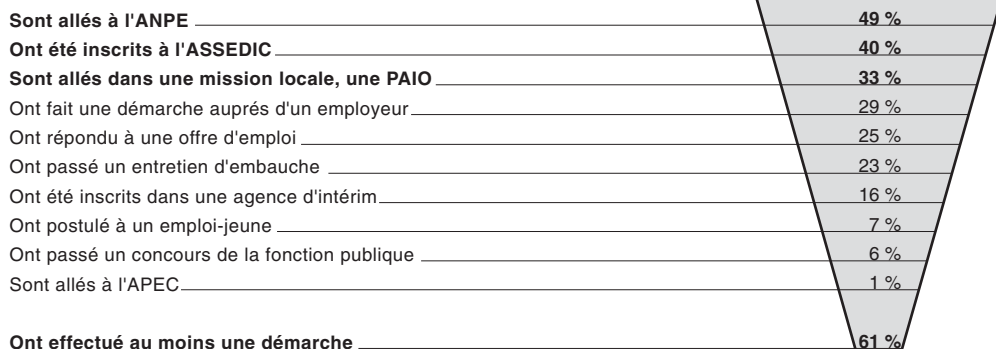
Les périodes hors emploi sont des périodes où le jeune n'occupait pas un emploi rémunéré dans une entreprise. Ces périodes peuvent être des temps de recherche d'emploi, de formation ou d'inactivité apparente. Lors de l'enquête chaque jeune a été interrogé sur le nombre de stages de formation qu'il avait suivis au cours de chaque période hors emploi de plus de trois mois et il devait décrire ces stages lorsqu'ils avaient duré plus d'un mois.

La principale formation est la plus longue des formations suivies durant les périodes hors emploi.

GRAPHIQUE 29 DÉMARCHES EFFECTUÉES

Lors de la première période d'inactivité de plus de quatre mois

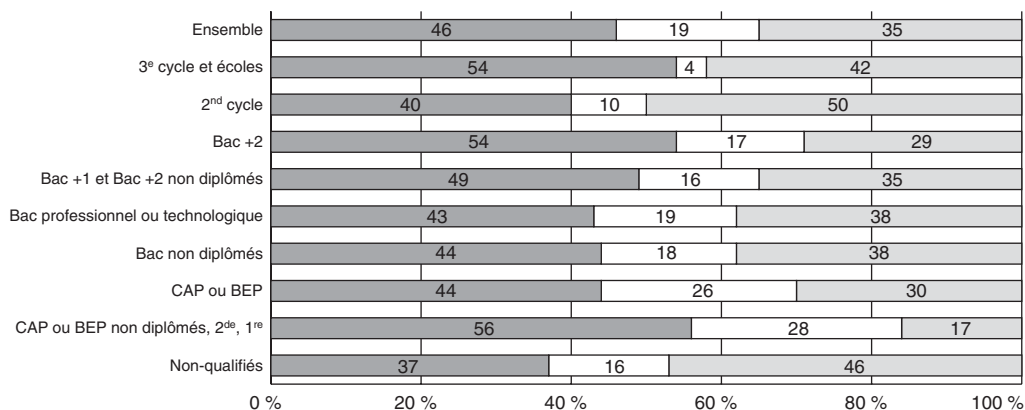
Ensemble



(Plusieurs réponses possibles)

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 30 ATTITUDE FACE À UNE POSSIBLE PROPOSITION D'EMPLOI DURANT LA PREMIÈRE PÉRIODE D'INACTIVITÉ



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

TABLEAU 32 LE RECOURS AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI SELON LE SEXE LORS DE LA PREMIÈRE PÉRIODE D'INACTIVITÉ DE PLUS DE QUATRE MOIS (%)

	ANPE	ML - PAIO	APEC
Femme	53	34	2
Homme	45	32	1
Ensemble	49	33	1

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

TABLEAU 33 LE RECOURS AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI SELON LE NIVEAU DE FORMATION DES JEUNES CHÔMEURS OU INACTIFS (%)

	ANPE	ML - PAIO	APEC
Non-qualifiés, CAP ou BEP non diplômés, 2 ^{de} , 1 ^{re}	27	34	
CAP ou BEP	22	22	
IV et IV plus	28	27	
Supérieur (Bac +2 et plus)	23	17	100
Ensemble	100	100	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Globalement, peu de jeunes reprennent des études. Cela concerne pour beaucoup les niveaux supérieurs non diplômés. Au cours de la période hors emploi, les jeunes bénéficiaires de stages de formation continue sont surtout des sortants du secondaire. Plus d'un tiers de ces jeunes ont été orientés par les missions locales ou l'ANPE. Dans presque un cas sur deux, ces stages de formations sont motivés par l'acquisition d'un métier ou d'un diplôme.

2.1 - MOINS D'UN JEUNE SUR DIX A REPRIS DES ÉTUDES

6 % des jeunes de la Génération 98 ont repris des études à temps plein après les avoir interrompues pendant plus d'un an. Les jeunes qui se réengagent dans des études ne le font généralement qu'une fois : seuls 3 % ont eu plus d'une séquence de reprise d'études.

Nombre de séquences de reprise d'études	1	2	Total
Part des jeunes concernés	97 %	3 %	100 %

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Ce retour en études reste donc exceptionnel, bien que plus marqué qu'en France (4 %). Il est plus ou moins durable mais dans 81 % des cas, ce fut pour plus de six mois (les durées peuvent varier de un à vingt-quatre mois).

La reprise d'études concerne tous les niveaux de formation mais plus particulièrement les niveaux supérieurs (Bac +1 et Bac +2) non diplômés (11 % de cette catégorie) et les non-qualifiés (9 % de cette catégorie). En France, 9 % des non-diplômés de l'enseignement supérieur reprennent des études.

2.2 - PRÈS D'UN JEUNE SUR DIX A DÉCLARÉ AVOIR SUIVI UN OU PLUSIEURS STAGES DE FORMATION

Ce sont les jeunes les moins qualifiés qui ont le plus de chances de suivre des stages de formations.

11 % des jeunes issus de l'enseignement secondaire en ont bénéficié (tableau 34). La part des jeunes issus de l'enseignement supérieur est plus faible : 7 % des jeunes en ont bénéficié. Elle n'est cependant pas négligeable et concerne en volume un grand nombre de jeunes : les sortants de l'enseignement supérieur, y compris les niveaux IV et plus, représentent environ 39 % des bénéficiaires de stages de formation hors emploi. Les sortants du secondaire représentent 61 % des bénéficiaires.

Pour 38 % des jeunes ayant eu des formations, le temps passé en formation¹⁹ sur les trois années a été de moins de douze mois, et pour 40 % d'entre eux, il a duré de sept à douze mois (graphique 31).

Parmi les jeunes ayant suivi une formation de moyenne ou longue durée (graphique 32), 27 % ont été orientés dans cette formation par une mission locale (26 % en France), et 10 % par l'ANPE (9 % en France). Les dispositifs d'accueil sont ainsi légèrement plus sollicités en Paca qu'en France.

Les stages réalisés hors emploi ont souvent pour les jeunes de multiples finalités (graphique 33). La principale formation qu'ils ont suivie était, pour 47 % d'entre eux un moyen d'apprendre un métier (48 % en France), pour 44 % d'entre eux un moyen d'acquérir un diplôme ou un titre professionnel (47 % en France).

19 - Il s'agit en fait de la durée cumulée des formations pendant les trois années. Mais comme plus de neuf jeunes sur dix n'ont eu qu'une séquence de formation, on peut supposer que cet indicateur se rapproche de la durée moyenne des séquences de formation.

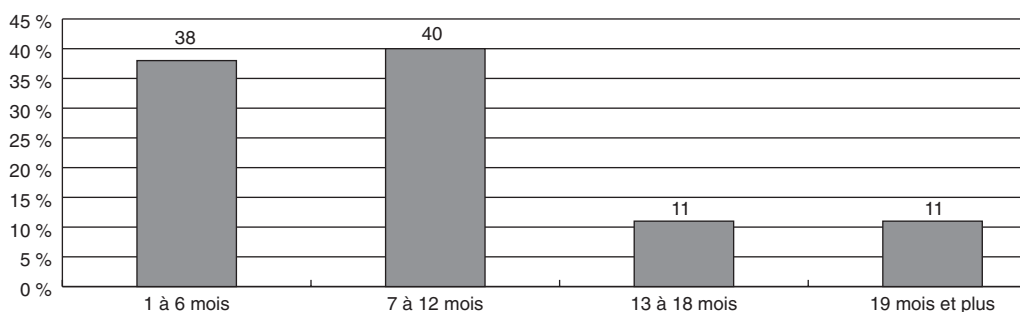
Pour 35 % une des finalités était de se réorienter professionnellement (43 % en France). Les jeunes de Paca sont 23 % à considérer que l'une des finalités de la formation suivie était la remise à niveau, alors que ce taux n'est que de 18 % en France.

TABLEAU 34 LES JEUNES BÉNÉFICIAIRES DE FORMATIONS HORS EMPLOI (%)

	Part des jeunes qui ont suivi au moins une formation	Poids dans les formations
Secondaire (niveau IV inclus)	11	61
Supérieur (niveau IV plus et plus)	7	39
Ensemble	9	100

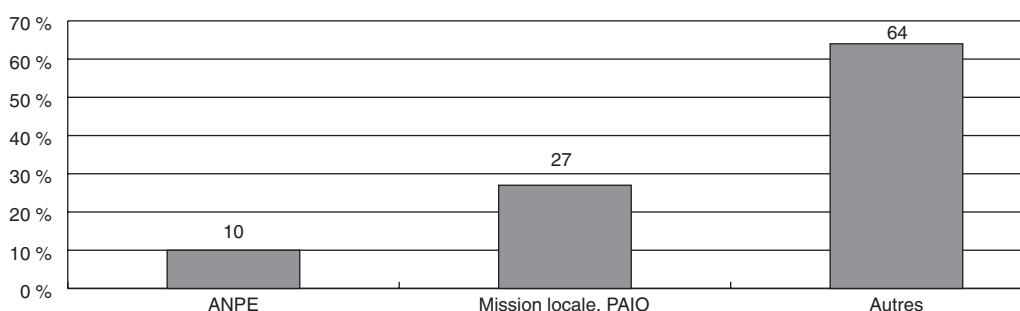
Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 31 DURÉE CUMULÉE DES FORMATIONS HORS EMPLOI



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

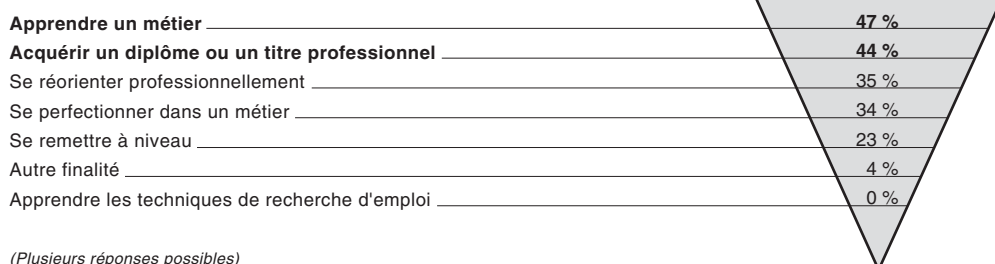
GRAPHIQUE 32 STRUCTURES AYANT ORIENTÉ LES JEUNES VERS LEUR PRINCIPALE FORMATION



Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

GRAPHIQUE 33 POUR QUELLES RAISONS SE FORMER ?

Finalités de la principale formation de plus de trois mois



(Plusieurs réponses possibles)

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

ANNEXE 1

L'ÉCHANTILLON EN PACA DE L'ENQUÊTE GÉNÉRATION 98

Cette enquête couvre environ 98 % du champ des formations initiales en France métropolitaine. Les critères permettant de savoir si l'individu entre dans le champ de l'enquête sont les suivants :

- ne pas avoir connu d'interruption d'études de plus d'un an avant l'année scolaire 1997-1998 (sauf pour service national, maternité ou maladie) ;
- avoir été inscrit dans un établissement scolaire en 1997-1998 ;
- avoir arrêté ses études en 1998. La date de fin des études doit se situer entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1998 ;
- avoir arrêté pendant au moins un an à compter de la date de fin des études.

La répartition des questionnaires en Paca par niveaux de formation est la suivante :

- les niveaux VI et V bis ne sont pas aussi importants que prévu initialement, et ce pour plusieurs raisons dont les deux principales sont : une surestimation de leur nombre en Paca, une forte difficulté à les joindre ;
- les niveaux IV plus et supérieurs sont fortement représentés.

Bien que la pondération résolve en partie ces problèmes, il faut toutefois rester prudent sur l'interprétation des niveaux VI et V bis.

	Effectif non pondéré			% non pondéré			Pondération	
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Ensemble	Effectif	%
Niveau I	383	446	829	7	8	14	3 924	8
Niveau II	751	394	1 145	13	7	20	4 858	10
Niveau III	555	411	966	10	7	17	7 920	16
Niveau IV plus	468	346	814	8	6	14	8 329	17
Niveau IV	378	357	735	7	6	13	6 622	13
Niveau V	343	581	924	6	10	16	14 324	29
Niveaux VI et V bis	161	214	375	3	4	6	4 024	8
Total	3 039	2 749	5 788	53	47	100	50 001	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

Tout au long de ce document, les données sont très souvent présentées à partir d'une nomenclature de diplômes et spécialités agrégées en 19 postes. Celle-ci tient compte de critères susceptibles d'influer sur l'insertion professionnelle :

- le niveau de formation, du niveau "non-qualifié" jusqu'aux diplômés de grandes écoles ou de troisième cycle universitaire ;
- l'obtention du diplôme ;
- la spécialité de formation, en distinguant les filières tertiaires des filières industrielles.

	Non pondéré		Pondéré	
	Effectif	%	Effectif	%
Non-qualifiés	375	6	4 024	8
CAP ou BEP non diplômés, 2 ^{de} , 1 ^{re}	352	6	5 333	11
CAP ou BEP tertiaire	273	5	4 152	8
CAP ou BEP industriel	296	5	4 809	10
Bac non diplômés	178	3	1 868	4
Bac professionnel ou technologique tertiaire	358	6	4 028	8
Bac professionnel ou technologique industriel	146	3	1 581	3
DEUG non diplômés, Bac général	620	11	5 098	10
BTS et DUT non diplômés	249	4	2 401	5
Diplômés de la santé et du social	204	4	1 492	3
DEUG, DEUST...	257	4	1 283	3
BTS, DUT tertiaire	324	6	3 232	6
BTS, DUT industriel	182	3	1 918	4
2 nd cycle lettres et sciences humaines	605	10	2 886	6
2 nd cycle droit, économie, gestion, AES	282	5	1 031	2
2 nd cycle maths, sciences et technique	246	4	803	2
3 ^e cycle lettres et sciences humaines	126	2	972	2
3 ^e cycle droit, économie, gestion, AES, écoles	338	6	1 693	3
3 ^e cycle maths, sciences et technique, écoles d'ingénieur	377	7	1 397	3
Ensemble	5 788	100	50 001	100

Source : Céreq - Génération 98 - traitement ORM.

À propos de ces regroupements, on peut apporter quelques précisions :

- les jeunes dits "non-qualifiés" sortent de collège (classe de cinquième, quatrième ou troisième), de première année de CAP ou BEP, ou de SEGPA ;
- les titulaires d'un diplôme d'aide-soignant, d'auxiliaire de puériculture ou de moniteur - éducateur sont ici regroupés avec les titulaires d'un baccalauréat professionnel ou technologique tertiaire ;
- les jeunes titulaires uniquement d'un baccalauréat général sont intégrés dans la catégorie "Bac +1 ou Bac +2 non diplômés" ;
- les titulaires d'un DEUST sont classés au niveau DEUG ;
- les jeunes sortis de licence sans avoir obtenu le diplôme sont classés au niveau DEUG, même si certains sont titulaires d'un DUT ou d'un BTS ;
- les titulaires d'un "Bac +2 de la santé ou du social" comprennent notamment les conseillers en économie sociale et familiale, les assistants de service social, les éducateurs de jeunes enfants, les éducateurs spécialisés, les infirmiers, les kinésithérapeutes, les pédicures - podologues, les manipulateurs d'électroradiologie, les ergothérapeutes, les psychomotriciens, les sages-femmes et les puéricultrices.

Pour information, le champ des formations initiales couvertes par l'enquête nationale est le suivant :

FORMATIONS	Enquête Génération 98
<ul style="list-style-type: none"> • Sortants du secondaire du ministère de l'Éducation nationale (lycées et collèges), public ou privé (hors BTS) • Sortants du secondaire du ministère de l'Agriculture, public ou privé • Sortants du secondaire par apprentissage • Diplômés de BTS • Diplômés d'écoles d'ingénieurs • Diplômés d'écoles de commerce et de gestion • Diplômés d'écoles agricoles (vétérinaires...) <p>Sortants de l'université :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sortants de DEUG (1^{re} et 2^e année) • Sortants de DUT (1^{re} et 2^e année) • Sortants 2^e cycle et 3^e cycle (hors thèses) • Diplômés de thèses (hors santé) 	COUVERT
<ul style="list-style-type: none"> • Sortants de 1^{re} année de BTS et non-diplômés de 2^e année de BTS • Sortants de 1^{re} année d'IUFM et individus admis en 2^e année d'IUFM • Sortants d'établissements privés d'enseignement universitaire • Sortants de centres privés d'enseignement • Diplômés des écoles d'architecture • Diplômés des professions de la santé • Diplômés des professions sociales • Diplômés des écoles artistiques • Diplômés de diverses écoles dispensant des formations technico-professionnelles (service et industriel) <p>Sortants de l'université :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sortants de la filière santé • Sortants non diplômés de thèses 	COUVERT
<ul style="list-style-type: none"> • Formations dépendant du ministère de la jeunesse et des sports • Écoles d'ingénieurs sous tutelle du ministère de la défense • Écoles de notariat • Écoles juridiques • Écoles normales supérieures • Élèves sortis non diplômés des écoles de l'enseignement supérieur (cela ne concerne pas les écoles dépendant des universités - IUT - ni les formations supérieures dispensées dans des lycées - BTS entre autres) • Collèges dépendant du ministère de l'Agriculture • Étudiants de nationalité étrangère issus de l'université 	NON COUVERT

ANNEXE 2

LISTE DES TABLEAUX

I. LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Tableau 1 : Poids des emplois selon l'activité économique (%)	13
Tableau 2 : Poids des actifs ayant un emploi selon le niveau de qualification (%)	15
Tableau 3 : Évolution entre 1982 et 1999 de la population active ayant un emploi (%)	15
Tableau 4 : L'emploi par métier en région Paca (%)	15
Tableau 5 : Statuts et conditions d'emploi (%)	16
Tableau 6 : Niveau de chômage au sens du recensement (%)	17
Tableau 7 : Population (de 15 ans ou plus ayant quitté l'école) selon le niveau d'étude (%)	17
Tableau 8 : Scolarisation (apprentissage y compris) en 2000 (%)	18
Tableau 9 : Indicateurs globaux sur la formation initiale (%)	19

II. CARACTÉRISTIQUES DE LA GÉNÉRATION 98 EN PACA

Tableau 10 : Répartition des groupes de diplômes et spécialités préparés par sexe	21
Tableau 11 : Milieu social des jeunes à leur sortie du système éducatif	23
Tableau 12 : Classe suivie après la 3 ^e (%)	25
Tableau 13 : Type de baccalauréat obtenu (%)	26
Tableau 14 : Filière suivie après le Bac selon le niveau de sortie (%)	28
Tableau 15 : Raisons d'arrêt des études (%)	29
Tableau 16 : Part des jeunes sortant du système éducatif en 1998 par l'apprentissage (%)	31
Tableau 17 : Expérience de travail en cours d'études (%)	32

III. SITUATION TROIS ANS APRÈS L'ÉCOLE

Tableau 18 : Situation professionnelle des jeunes en juin 2001 (%)	34
Tableau 19 : Taux de chômage et taux d'activité des garçons et des filles en juin 2001 (%)	35
Tableau 20 : Conditions d'emploi des jeunes de la Génération 98 en région en emploi en juin 2001 (%)	37
Tableau 21 : Opinion des jeunes sur leur parcours, leur situation et leur avenir professionnel	38
Tableau 22 : Situation familiale des jeunes en juin 2001	40

IV. LES MOBILITÉS DANS L'EMPLOI

Tableau 23 : Les mobilités entre juin 1998 et juin 2001 (%)	43
Tableau 24 : Temps d'accès au premier emploi et conditions d'emploi	44
Tableau 25 : Salaires mensuels nets médians du premier emploi et de l'emploi en juin 2001	46
Tableau 26 : Évolution des conditions d'emploi entre le contrat à l'embauche du premier emploi et le contrat en juin 2001 (%)	48
Tableau 27 : Le secteur d'activité du premier employeur (%)	49
Tableau 28 : Le secteur d'activité en juin 2001 (%)	50

V. LES AUTRES ÉVÈNEMENTS DU PARCOURS

Tableau 29 : Part des jeunes n'ayant jamais connu le chômage et durée cumulée de chômage (%)	54
Tableau 30 : Part des jeunes n'ayant jamais connu l'inactivité et durée cumulée d'inactivité sur le parcours (%)	56
Tableau 31 : Le recours aux structures d'accompagnement vers l'emploi selon le sexe lors de la première période de chômage de plus de trois mois (%)	57
Tableau 32 : Le recours aux structures d'accompagnement vers l'emploi selon le sexe lors de la première période d'inactivité de plus de quatre mois (%)	59
Tableau 33 : Le recours aux structures d'accompagnement vers l'emploi selon le niveau de formation des jeunes chômeurs ou inactifs (%)	59
Tableau 34 : Les jeunes bénéficiaires de formations hors emploi (%)	61

ANNEXE 3

Liste des graphiques

II. CARACTÉRISTIQUES DE LA GÉNÉRATION 98 EN PACA

Graphique 1 : Niveau de sortie de formation initiale en 1998 en Paca	20
Graphique 2 : Part des hommes et des femmes par niveau de sortie en Paca	21
Graphique 3 : Âge lors de la première inscription en 6 ^e par niveau en Paca	24
Graphique 4 : Classe suivie après la 3 ^e	25
Graphique 5 : Type de Bac déclaré selon le niveau de formation des sortants	26
Graphique 6 : Orientation après le Bac	27
Graphique 7 : Pourquoi arrêtent-ils leurs études ?	29
Graphique 8 : Part des apprentis parmi les sortants selon les niveaux	30
Graphique 9 : Part des apprentis selon le sexe	31

III. SITUATION TROIS ANS APRÈS L'ÉCOLE

Graphique 10 : Part des jeunes en emploi en juin 2001	35
Graphique 11 : Part des jeunes au chômage en juin 2001	35
Graphique 12 : Part des jeunes en inactivité ou au service national en juin 2001	35
Graphique 13 : Part des jeunes en formation ou en reprise d'études en juin 2001	35
Graphique 14 : Part des jeunes en EDI en juin 2001	36
Graphique 15 : Part des jeunes en intérim en juin 2001	37
Graphique 16 : Part des jeunes en emplois aidés en juin 2001	37
Graphique 17 : Opinion des jeunes en juin 2001 (tous niveaux et non-qualifiés)	39

IV. LES MOBILITÉS DANS L'EMPLOI

Graphique 18 : Répartition de la Génération sur neuf trajectoires	41
Graphique 19 : Comparaison Paca-France des trajectoires de la Génération	42
Graphique 20 : Salaire de l'emploi occupé en juin 2001	46
Graphique 21 : Les cinq secteurs d'activité du premier employeur les plus importants	50
Graphique 22 : Les cinq secteurs d'activité les plus importants en juin 2001	50
Graphique 23 : Niveau de formation des jeunes passés par l'intérim au cours de leurs trois premières années de vie active	51
Graphique 24 : Répartition des contrats aidés	52
Graphique 25 : Niveau de formation des jeunes passés par un contrat aidé au cours de leurs trois premières années de vie active	52

V. LES AUTRES ÉVÈNEMENTS DU PARCOURS

Graphique 26 : Part des jeunes n'ayant connu aucune période de chômage	54
Graphique 27 : Part des jeunes n'ayant connu aucune période d'inactivité	56
Graphique 28 : Démarches effectuées lors de la première période de chômage de plus de trois mois	57
Graphique 29 : Démarches effectuées lors de la première période d'inactivité de plus de quatre mois	59
Graphique 30 : Attitude face à une possible proposition d'emploi durant la première période d'inactivité	59
Graphique 31 : Durée cumulée des formations hors emploi	61
Graphique 32 : Structures ayant orienté les jeunes vers leur principale formation	61
Graphique 33 : Pour quelles raisons se former ?	61

ANNEXE 4

LEXIQUE ET GLOSSAIRE

- **AAH** : allocation adulte handicapé.
- **Actifs** : ce sont les jeunes en emploi ou chômeurs, parmi l'ensemble des jeunes.
- **AES** : administration économique et sociale.
- **Aidés (contrats)** : ce sont les emplois qui relèvent de la politique de l'emploi : emplois - jeunes, contrats emplois - solidarité (CES), contrats emplois consolidés (CEC), contrats de qualification (CQ), d'adaptation (CA), d'apprentissage, stages...
- **ANPE** : Agence nationale pour l'emploi.
- **Apec** : Association pour l'emploi des cadres.
- **API** : allocation parent isolé.
- **Apprentissage (contrat d')** : une formation en apprentissage est une formation suivie en alternance sous contrat de travail. Les contrats repérés dans les trois ans de parcours concernent uniquement des jeunes ayant connu d'autres situations avant de devenir apprentis. Ils ne sont pas comptabilisés dans les reprises d'études.
- **Assedic** : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
- **BAC** : baccalauréat.
- **BEP** : brevet d'études professionnelles.
- **BIT** : Bureau international du travail. Pour le BIT, les personnes au chômage sont des actifs à même de prendre un emploi, qui se retrouvent sans emploi et à la recherche d'un travail rémunéré. Pour calculer le taux de chômage, on rapporte le nombre de chômeurs au sens du BIT, à la population active totale.
- **BTS** : brevet de technicien supérieur.
- **CA** : contrat d'adaptation.
- **CAP** : certificat d'aptitude professionnelle.
- **CDD** : contrat à durée déterminée.
- **CDI** : contrat à durée indéterminée.
- **Céreq** : Centre d'études et de recherches sur les qualifications.
- **CES** : contrats emplois - solidarité.
- **CFA** : centre de formation d'apprentis.
- **CFG** : certificat de formation générale.
- **Chômage (période, situation)** : ce sont des temps déclarés comme tels dans le "calendrier professionnel mensuel" renseigné par les jeunes durant l'enquête. Au cours de certaines périodes de chômage, les jeunes ont pu suivre une formation ou se détourner provisoirement d'une recherche d'emploi active. Le chômage repéré dans l'enquête n'est donc pas le chômage au sens du BIT.
- **CIPPA** : cycle d'insertion professionnelle par alternance.
- **CPGE** : classe préparatoire aux grandes écoles.

- **CQ** : contrats de qualification.
- **DEUG** : diplôme d'études universitaires générales.
- **DEUST** : diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques.
- **DUT** : diplôme universitaire de technologie.
- **EDD** : un emploi à durée déterminée est un emploi sous contrat à durée déterminée classique, en intérim ou en emploi aidé, c'est-à-dire relevant des mesures publiques (emploi - jeunes, CES, contrat de qualification, d'adaptation ou d'apprentissage).
- **EDI** : un emploi à durée indéterminée est un emploi sous contrat à durée indéterminée ou sous statut de fonctionnaire.
- **Formation** : lors de l'enquête chaque jeune a été interrogé sur le nombre de stages de formation continue qu'il avait suivis au cours de chaque période hors emploi de plus de trois mois et il devait décrire ces stages lorsqu'ils avaient duré plus d'un mois. Il s'agit de formations ne relevant pas de la formation initiale.
- **Formation (principale)** : c'est la plus longue des formations suivies durant les périodes hors emploi.
- **Inactivité (période, situation)** : ce sont des temps, qui durant l'enquête, n'ont pas été déclarés par les jeunes interrogés comme des périodes de travail rémunéré, de service national, de chômage, d'études ou de formation. Cette définition de l'inactivité ne coïncide pas avec celle du BIT, cette dernière se caractérisant en outre par une insuffisance des démarches de recherche d'emploi ou une relative indisponibilité pour occuper un emploi.
- **Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques.
- **Médian ou médiane** : c'est la valeur qui partage une population en deux. Pour le salaire par exemple, 50 % des jeunes gagnent plus que le salaire médian et 50 % gagnent moins.
- **PAIO** : permanence d'accueil, d'information et d'orientation.
- **Périodes hors emploi** : ce sont des périodes où le jeune n'occupait pas un emploi rémunéré dans une entreprise. Ces périodes peuvent être des temps de recherche d'emploi ; de formation ou d'inactivité apparente.
- **Premier emploi** : c'est la première séquence d'emploi repérée pour chacun des jeunes ayant eu un emploi. Les emplois occupés durant les vacances de l'été 1998 (ou "jobs" d'été) ne sont pas pris en compte.
- **Reprises d'études** : ces temps correspondent à des temps d'études à temps plein (ce qui exclu donc les formations par apprentissage) dans un établissement scolaire ou universitaire, intervenant plus de douze mois après la fin de la formation initiale.
- **RMI** : revenu minimum d'insertion.
- **Salaires** : ce sont les rémunérations mensuelles nettes déclarées, ou estimées pour près de 9 % des cas, primes incluses. Ils sont exprimés en euros.
- **SEGPA** : section d'enseignement général et professionnel adapté.
- **Taux d'activité** : c'est le nombre de jeunes actifs, divisé par le nombre total de jeunes.
- **Taux de chômage** : c'est le nombre de jeunes chômeurs, divisé par le nombre d'actifs.

NIVEAUX DE FORMATION

Niveau I

Sorties avec un diplôme de troisième cycle universitaire, ou un diplôme de grande école.

Niveau II

Sorties avec un diplôme de deuxième cycle universitaire (licence ou maîtrise).

Niveau III

Sorties de l'enseignement supérieur avec un diplôme de type baccalauréat, plus deux ans d'études (DEUG, DUT, BTS, écoles de formations sanitaires et sociales, ...). Les jeunes sortis de licence sans avoir obtenu le diplôme sont classés également au niveau DEUG, même si certains sont titulaires d'un DUT ou d'un BTS.

Niveau IV plus

Abandon des scolarisations post-baccalauréat sans avoir atteint le niveau III. Les jeunes titulaires uniquement d'un Bac général sont regroupés dans la catégorie Bac +1 ou Bac +2 non diplômés.

Niveau IV

Sorties des classes terminales de l'enseignement secondaire long avec ou sans diplôme (Bac, BT, ...). Les titulaires d'un diplôme d'aide-soignant, d'auxiliaire de puériculture ou de moniteur - éducateur sont regroupés avec les titulaires d'un bac professionnel ou technologique tertiaire.

Niveau V

Sorties de la dernière classe des seconds cycles professionnels courts (CAP, BEP), diplômés ou non, ou abandon de la scolarité du second cycle long avant la classe terminale (2^{de}, 1^{re}).

Niveau V bis

Sorties de la dernière classe du premier cycle de l'enseignement secondaire (3^e), des 4^e et 3^e technologiques, des cinquième et sixième années de Section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), ou de la formation professionnelle en Écoles régionales d'enseignement adapté (EREA), ou abandon de la scolarité du second cycle court avant l'année terminale.

Niveau VI

Sorties du premier cycle du second degré et d'EREA avant la dernière classe (6^e, 5^e, 4^e), des classes de formation pré professionnelle en un an de type SEGPA.

Traditionnellement, les jeunes sortants sont considérés comme non qualifiés quand ils n'ont que le niveau VI ou V bis, et qualifiés à partir du niveau V.

Déjà parus dans cette collection

N° 1

Animation socioculturelle et sportive en région Provence - Alpes - Côte d'Azur,
activités, emploi et qualifications, marché du travail

Juin 2002

N° 2

Typologie des modes sectoriels de gestion des qualifications en Provence - Alpes - Côte d'Azur,
une analyse statistique "multivariée" de 87 secteurs d'activité

Juillet 2002

N° 3

Les technologies de l'information et de la communication en région PACA
une analyse des métiers et de la gestion des ressources humaines

Octobre 2003

N° 4

Développement économique, emplois et qualifications sur le pourtour de l'étang de Berre
les actes de la journée d'échanges du 23 janvier 2003 à l'INMF AFPA d'Istres

Novembre 2003



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur



PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Observatoire Régional des Métiers

41, la Canebière - 13001 Marseille - Tél. 04 96 11 56 56 - Fax 04 96 11 56 59 - E-mail info@orm-paca.org

Retrouvez l'ensemble de nos publications en ligne sur : www.orm-paca.org